

Fiche de présentation

1 : La Pacification à travers l'exemple de l'opération ATLANTE (Indochine 1954).

2 : CBA (T) GRINTCHENKO MICHEL France

3 : 13 décembre 1998

4 : Division A

5 : Mémoire de géopolitique (sujet de DEA).

6 : Le plan NAVARRE prévoyait la reconquête des provinces Viêt-minh du Sud de l'Indochine en 1954 puis l'attaque du gros des forces ennemies pour l'année 1955. Le but de l'opération ATLANTE était la reconquête d'une vaste province Viêt-minh (Lien Khu V) pour mettre en place l'administration vietnamienne de Saigon. Ce mémoire montre les rouages de cette opération complexe, qui devait durer 6 mois, engager environ 30 000 hommes et coordonner les actions militaires et civiles.

A l'heure des actions civilo-militaires ce thème est d'une réelle actualité.

La thèse développée par l'auteur est que chaque administration doit jouer son rôle, et qu'en aucun cas l'armée ne doit se substituer aux autorités civiles, même si cela est parfois bien commode.

[ce travail fut en parti rédigé au cours du CSEM, et sera développé à travers un DEA]

7 : Pacification - Affaires civilo-militaires - Indochine.

SOMMAIRE

INTRODUCTION :

1 Le cadre général de l'Opération ATLANTE.

11 Le contexte politique et militaire.

111 Situation générale.

112 Le Plan NAVARRE.

12 Le Lien Khu V (LKV).

121 Les caractéristiques générales.

122 Les forces Viêt-minh du LKV.

13 Schéma général de l'Opération.

131 Schéma général de la pacification au Viêt-nam.

132 Monsieur le Gouverneur GIAO.

133 Principes de l'action civile au cours de l'Opération ATLANTE.

134 Les phases civiles de l'Opération ATLANTE.

135 La conception militaire de l'Opération ATLANTE.

2 La préparation de l'Opération ATLANTE.

21 Domaine civil.

211 L'organisation des moyens civils de Pacification.

212 La politique de ralliement.

213 Le budget général de l'administration civile chargée de la Pacification.

214 Le budget de l'opération ATLANTE.

22 Domaine militaire.

221 L'ordre d'opération de la phase ARETHUSE.

222 L'idée de manoeuvre de la phase ARETHUSE.

223 Modularité et Groupements.

224 Règles de comportement.

3 / La conduite des opérations.

31 Déroulement général.

32 Bilan initial de l'Opération de Pacification.

33 L'après Dien Bien Phu.

34 La mort du GM100.

35 Le comportement des TDKQ.

36 Le comportement des GAMO.

37 Bilan militaire de l'opération ATLANTE.

CONCLUSION :

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION :

Selon le Petit Robert, la pacification peut se définir comme étant l'action qui consiste à ramener à l'état de paix un pays ou un peuple. Cette définition peut paraître élémentaire, mais elle est riche de conséquences. Ramener l'état de paix exige en premier lieu de vaincre les forces de l'adversaire. Puis il s'agit de reconquérir la confiance de la population en redonnant force et pouvoir à des institutions légales qui émanent d'un gouvernement légitime et reconnu.

Si le Maréchal Lyautey et la pacification du Maroc restent souvent une référence, bien des armées ont eu à pratiquer cette forme décisive de conquête, qui est la conquête d'un peuple et non uniquement celle d'un territoire, en mêlant répression et clémence. Les Colonnes Infernales pacifièrent la Vendée en 1794 par la terreur, les Sections Administratives Spécialisées tentèrent de le faire en Algérie en restaurant la confiance.

Pacifier exige de combiner l'action d'acteurs civils et militaires. Une première difficulté consiste à définir la limite entre ces deux protagonistes. L'un et l'autre ont des atouts qu'il faut savoir utiliser à bon escient.

Le rôle essentiel de l'armée est de créer des conditions favorables à la pacification en exploitant les capacités de réaction et la variété des savoir-faire de ses unités. Ainsi, avec un très faible préavis, l'armée est capable de ravitailler une population, de la protéger ou de remettre en état des infrastructures vitales. Mais, comme l'armée dispose de personnels enthousiastes et polyvalents, la tentation est grande de la faire intervenir bien au-delà de ses compétences traditionnelles. Ceci est d'autant plus vrai qu'elle le fait " gratuitement " au regard du titre budgétaire prévu pour une opération de pacification.

Or l'armée ne doit pas se substituer aux administrations civiles. Elle doit uniquement leur permettre de mener leur action dans des conditions favorables. Le glissement des pouvoirs de l'autorité civile à l'autorité militaire ne doit être qu'exceptionnel et limité dans le temps.

L'administration civile possède, en plus des compétences qui lui sont propres, la légitimité de l'action de l'Etat vis à vis des populations. Puisque l'armée n'est pas dépositaire de la totalité des pouvoirs régaliens de l'Etat elle n'a pas à assumer seule une opération de pacification. Si elle le faisait, son action secréterait une réaction de défense légitime.

De nos jours, on ne parle plus de Pacification. Le terme est tombé en désuétude après la guerre d'Algérie. Pourtant les zones grises ou les aires de non-droit se multiplient en France ou à l'étranger.

L'armée française pourrait donc avoir à conduire des opérations de pacification très voisines de celles qu'elle a pu mener en Algérie ou en Indochine, dans le cadre d'accords de défense avec des pays amis, ou pire sur son propre territoire.

Or, il est de bon ton aujourd'hui d'aller chercher la nouveauté et la modernité chez nos amis américains ; ainsi tout ce qui touche de près ou de loin aux opérations de maintien de la paix ou aux actions civilo-militaire s'habille de plus en plus de termes anglo-saxons. Ne sommes nous pas en train d'oublier les savoir-faire de nos aînés dans ces domaines ? L'armée française n'a-t-elle pas une expérience extraordinairement riche et variée qu'il serait blâmable d'oublier ?

En 1954, le général Navarre, commandant en chef des forces de l'Union Française en Indochine, décida de lancer une opération de pacification de grande envergure, l'opération ATLANTE. Cette opération, assez méconnue fut totalement éclipsée par la bataille de Dien Bien Phu. Cependant, son étude est extrêmement riche d'enseignements car elle est surprenante de modernité. Elle mêle affaires civiles et militaires, combine des actions interarmées de grande ampleur et requiert une permanente réversibilité. Cette condition est nécessaire pour passer avec un court préavis d'une action de force à une action de contrôle politico-administrative.

Mais si ATLANTE est tombée dans la trappe de l'histoire, ce n'est absolument pas en raison de la précarité de ses résultats, loin s'en faut. Cette opération est arrivée trop tard au moment où le politique n'espérait que le désengagement. De plus, l'argument peut surprendre, elle a le tort de ne pas avoir été conduite par des unités très prestigieuses. Ainsi, elle n'a pas bénéficié de la faveur des spécialistes de l'image et de la mémoire, comme le sont par exemple les romanciers, et le sacrifice de ses hommes est resté oublié. Le seul fait d'arme qui soit relaté dans les différents ouvrages est l'anéantissement du GM100 en juin 1954. Mais peu d'écrits précisent que le GM100 faisait partie, au sein des forces d'ATLANTE, du dispositif de couverture des opérations de pacification. Pourtant ATLANTE neutralisa pendant 6 mois les forces du Lien Khu V, permit la reprise d'une zone de 200 km de côte parmi lesquels deux

ports importants et le ralliement d'une grande partie de la population d'une province Viêt-minh.

Ce mémoire, à travers l'étude des documents d'archives se propose de répondre à 3 objectifs : faire connaître ATLANTE, rendre hommage à l'état-major qui eut à préparer et à conduire cette opération, et enfin dégager les éléments permanents qui peuvent caractériser une opération de pacification en général.

Ainsi, au delà de l'hommage que veut rendre un jeune officier d'état-major à ses aînés de l'Etat-major du Général GROUT de BEAUFORT, il y a dans ATLANTE une architecture des moyens et une conception générale de l'opération qui paraissent cinquante ans après, comme excessivement sains et pertinents. Il semble donc très utile de ne pas oublier ce qui a été fait, surtout lorsque cela a été bien fait.

X

X

X

-

1 Le cadre général de l'Opération ATLANTE.

11 Le contexte politique et militaire.

On ne peut pas sortir une opération de son contexte. L'ensemble du théâtre exerce sur les acteurs une série de contraintes qui doivent être comprises si l'on veut mesurer le degré de liberté, donc la marge d'initiative dont disposaient les protagonistes. L'opération ATLANTE

est donc étroitement liée à la situation du Corps Expéditionnaire en 1954 et au plan NAVARRE.

111 Situation générale.

Si depuis 1945, la France s'est enlisée dans le conflit indochinois, au début de l'année 1954, elle n'en est pas encore balayée. Certes, la situation n'est pas des plus brillantes et cette année est considérée comme devant être la plus dure. Courageusement le Corps Expéditionnaire Français en Extrême-Orient (CEFEO) fait face à une situation qui s'internationalise d'une façon dramatique depuis deux événements fatidiques. En 1949, la victoire de la Chine communiste offre au Viêt-minh un espace de sûreté et d'impunité de l'autre côté de la frontière qui lui permet de forger et d'entraîner une véritable armée ; en 1953, l'armistice en Corée concentre l'effort de guerre chinois, qui vise à lutter contre l'impérialisme Blanc en Asie, sur le seul front restant : l'Indochine Française. A cette même date, la France refuse d'envoyer le contingent en renfort. Le CEFEO se bat donc avec un effectif voisin de 450 000 hommes. Face à lui, son adversaire se renforce, apprend les leçons de ses échecs et prépare l'action décisive. Enfin le gouvernement français, fragilisé par les crises ministérielles de la IV^e République, manque d'un projet bien défini et cohérent vis à vis de l'Indochine.

La situation militaire peut schématiquement se résumer de la façon suivante.

Le Viêt-minh, tire sa force de la mobilité de ses troupes, de leur nombre, de son implantation dans la population et de la force de son idéologie. Il infiltre les dispositifs des forces de l'Union, harcèle les petites unités, sabote les ouvrages d'infrastructure et sème la terreur au sein des populations. Quand il attaque, il le fait par surprise avec un rapport de force écrasant. Lorsqu'il doit défendre, il évite le combat et laisse les unités du CEFEO s'enfoncer de plus en plus loin de leurs bases de départ, les obligeant à disséminer leurs forces le long des axes logistiques. Ceci éparpille les moyens et facilite une destruction ultérieure, élément par élément. Quand il contrôle une zone, il implante son administration, lève des troupes et récolte de l'argent. Il contrôle plus des 3/5 du territoire .

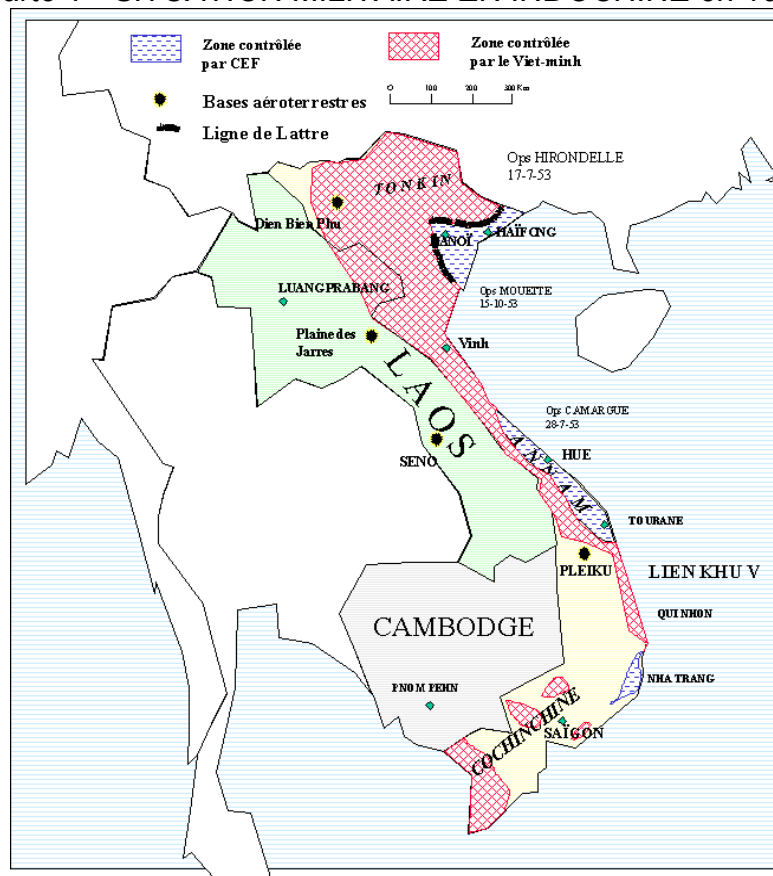
Le CEFEO, fonde son action sur sa puissance de feu, sa suprématie aérienne et navale et sur l'extrême mobilité de ses unités d'interventions, au sein desquelles citons les Groupements Mobiles (GM), véritables grandes unités blindées et motorisées mobiles, ainsi que les unités parachutistes (TAP). Ses unités cherchent à débusquer l'ennemi de ses couverts pour le détruire par des feux massifs et puissants.

Poussé à la défensive par l'impérieuse nécessité de défendre HANOI, le Corps Expéditionnaire n'hésite pas cependant à reprendre l'initiative en menant des offensives audacieuses ou des actions de harcèlement sur les arrières de l'ennemi.

La ligne de Lattre et les Hérissons appartiennent à la défensive . Elle vise à protéger le Delta du Tonkin, et au-delà, HANOI, véritable enjeu stratégique. Si elle réussit à empêcher le Corps de Bataille principal Viêt-minh de contrôler le riche Delta et de menacer directement le symbole de la présence française, elle n'arrive pas à s'opposer à l'infiltration de près de 30.000 Viêt-minh.

Quant aux Hérissons, ils sont conçus pour empêcher l'ennemi de développer des actions d'envergure. Ils sont constitués par des garnisons interarmes, implantées en position défensive autour d'un terrain d'aviation. LAICHAU, NASAN, SENO, La Plaine des Jarres, PLEIKU , forment une ceinture de points d'appuis, à partir desquels on peut soit résister à un assaut, soit développer une offensive. Le système est efficace, il a fait ses preuves à NASAN, où la garnison a résisté victorieusement à une attaque Viêt-minh d'envergure.

Carte 1 - SITUATION MILITAIRE EN INDOCHINE en 1954.



Mais cette attitude défensive n'empêche pas le CEFEQ de mener des opérations offensives de grande ampleur mettant en œuvre de véritables forces interarmes et interarmées. Parachutistes, blindés, artilleurs, fantassins, aviateurs ou marins à travers les DINASSAUT , se complètent pour compenser par la manoeuvre des unités et du feu leur infériorité numérique. Les opérations Lorraine en 1953, Camargue, Mouette, témoignent de cette volonté de ne pas subir.

Parmi les actions offensives, il ne faut pas oublier l'action des GCMA qui, pour un faible coût d'entretien et beaucoup d'héroïsme, obligent le Viêt-minh à maintenir des unités de protection sur ses arrières.

112 Le Plan NAVARRE.

Le 8 mai 1953, le général NAVARRE est nommé Commandant en Chef. Il reçoit comme mission de créer les conditions favorables à un règlement politique du conflit. Il établit alors un plan de bataille sur deux ans. Son idée est de constituer au cours de la première année un Corps de Bataille capable en 1954-1955, d'infliger au Viêt-minh des revers pour l'amener à négocier. Pour l'année 1953-1954, il prévoit de garder une attitude stratégiquement défensive au nord et de prendre l'offensive au sud, pour le pacifier et y récupérer des moyens. Pendant l'été 1953, il entreprend une série d'opérations pour contrarier les préparatifs de l'offensive d'automne du Viêt-minh au nord (opérations Hironnelle, Camargue, Mouette), qui obligent GIAP à renoncer à son projet d'offensive contre le Delta.

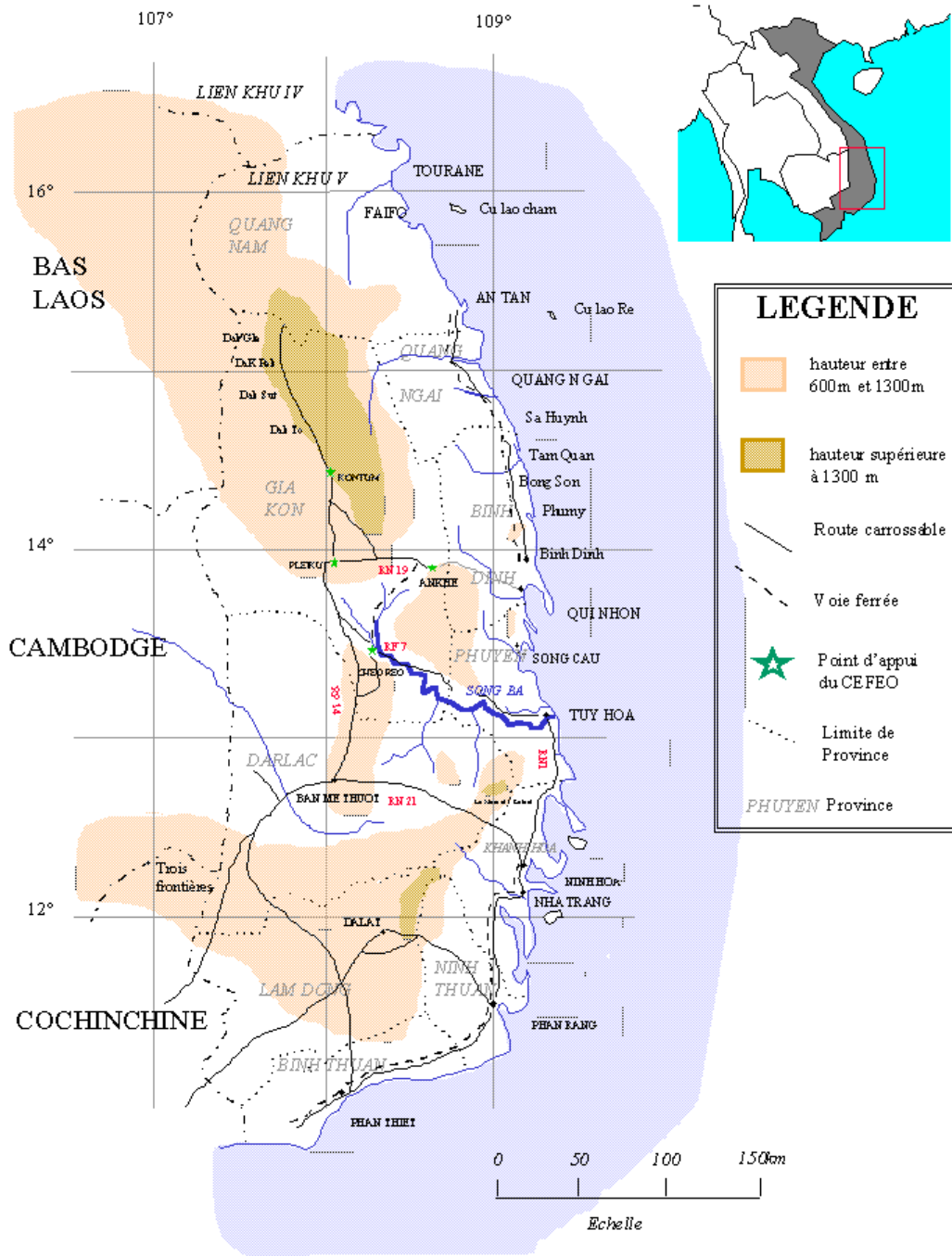
Modifiant ses plans, GIAP reporte alors son action principale en Haute Région. Le 15 novembre, la division 316 Viêt-minh pénètre en Pays Thaï et menace le Laos. C'est là un test redoutable pour la crédibilité du plan NAVARRE. Le fondement de ce plan est de former une armée vietnamienne, associée au CEFEO. Militairement, ceci permettrait de disposer d'effectifs importants pour renforcer les troupes du CEFEO. Politiquement, cela créerait une alternative d'engagement à une jeunesse avide d'idéal en enlevant au Viêt-minh le monopole de la guerre d'indépendance. Le problème réside dans la définition du degré d'indépendance que l'on veut accorder au Viêt-nam. La France espère obtenir une association au sein de l'Union Française mais la classe politique vietnamienne n'en est pas convaincue. Or, le 22 octobre 1953, est signé un traité d'amitié et d'association avec le LAOS, qui prévoit la reconnaissance de la pleine et entière souveraineté du Royaume et son association dans l'Union Française, envisagée comme une confédération.

Politiquement, le général NAVARRE ne peut pas admettre d'abandonner le LAOS, il en va de la crédibilité de l'Union Française. Or, cette défense est impossible sur le territoire même du Royaume, et la solution la moins mauvaise se trouve à Dien Bien Phu que le CEFEO vient de reprendre. Sans directives précises de Paris, il se trouve acculé à cette défense et poussé malgré lui dans l'engrenage de la bataille décisive. Du fait de l'habileté de GIAP, celle-ci arrive un an trop tôt et au mauvais endroit. En effet, en 1954, il fallait marquer l'effort du CEFEO au sud du 18° parallèle et non au nord de celui-ci.

Mais on ne peut pour autant abandonner ATLANTE qui doit prouver la crédibilité de la solution d'un Viêt-nam libre associé à l'Union Française. Maintenir ATLANTE, c'est sauver ce symbole. Mais à Dien Bien Phu, c'est également le symbole de la puissance militaire du CEFEO qui est en jeu. Deux symboles qui lient le destin de deux opérations, dans un pays où on ne peut être crédible si l'on a perdu la face.

Le drame est de ne pas avoir tranché et de ne pas avoir donné une priorité. D'effet majeur du plan NAVARRE, l'opération ATLANTE est dès le début sous-dimensionnée par rapport au plan initial, et du fait des événements, rapidement amputée de ses moyens.

Carte 2 : LA ZONE ATLANTE.



[Le DEA développera la différence de conception entre la guerre menée par les français et celle conduite par le Viêt-minh. Pour les premiers, la participation du peuple dans les opérations découle du fait de sa propre volonté. La liberté est le but ultime de la guerre. Pour les seconds, le peuple a un rôle à tenir dans la guerre. Ce rôle est décidé par le Parti, véritable coordonnateur de toutes les énergies. Ainsi, si l'on compare les différents plans de campagne, les français attribuent des rôles à leurs unités ainsi qu'aux unités vietnamiennes. Le Viêt-minh en attribue à ses unités régulières, régionales ainsi qu'au peuple. L'action du peuple s'inscrit donc parfaitement dans la manoeuvre.]

Une particularité d'ATLANTE était de se rapprocher de cette logique, en coordonnant l'action des militaires avec celle des autorités civiles.]

12 Le Lien Chu V (LKV).

121 Les caractéristiques générales.

L'Opération ATLANTE a pour but de reconquérir le Lien Khu V. Cette région correspond à une zone de 400 km de long, comprise entre le Cap Varéla et Faïfo , et de 50 km de large. Elle est adossée à la chaîne Annamite et est peuplée de plus de 3 millions d'habitants. Elle est sous domination Viêt-minh depuis 8 ans.

Le relief est relativement marqué et laisse par endroit une mince bande de littoral sur laquelle circulait, avant la domination Viêt-minh, la route coloniale 1 (RC1). Les principaux cours d'eau ont un cours Ouest-Est ce qui compartimente la zone et favorise considérablement la défense face à une attaque par un axe Nord-Sud. Les estuaires des fleuves constituent les régions de rizières et sont les endroits les plus peuplés. A l'Est, sur les hauteurs, s'étendent les Hauts Plateaux, zone que contrôle le CEFEO grâce à une ligne de points d'appui répartis sur la RC 14 et la RC19 de KONTUM à BAN ME THUOT.

Le Viêt-minh administre cette zone depuis huit ans. Pour en assurer la défense, elle vit telle la citadelle assiégée. La RC1 est coupée par des obstacles environ tous les 500 mètres, les ponts sont détruits, la plage est piégée. La voie ferrée parallèle à la RC1 est encore maintenue en fonctionnement sur quelques 300 kilomètres. Chaque village est chargé de participer à la lutte contre l'envahisseur. Leurs consignes permanentes sont, en cas d'attaque, d'évacuer dans des endroits sûrs et prévus à l'avance les biens et le bétail, de camoufler les barques, d'utiliser les cachettes souterraines et de pratiquer une guerre des mines intense. Partout, il faut multiplier les chausse-trappes et les bambous piégés.

122 Les forces Viêt-minh du LKV.

Les forces combattantes Viêt-minh sont globalement estimées à 30 000 hommes. On peut distinguer 4 types d'unités. Les réguliers mobiles, unités Chuluks, constituent le groupement d'intervention du Lien Khu V. Ils forment 12 bataillons, dont 3 lourds, articulés en 2 régiments, le 108 et le 803 . Le 2^o Bureau estimait que :

" ce groupement a sensiblement la valeur d'une Division, aussi bien au point de vue des effectifs et de l'armement que de l'instruction. Il est susceptible d'intervenir groupé ou non en un point quelconque de l'interzone et même éventuellement en dehors des limites du LKV. "

Viennent ensuite les réguliers implantés, d'un volume global de 5000 hommes. Ils sont articulés en 20 compagnies dont la majorité se trouve au sein de 2 régiments, le 84 et le 120. Ils sont estimés par les services de renseignement comme ne devant pas intervenir en dehors de leur zone d'action habituelle. Il faut ajouter ensuite 6500 hommes, répartis en 50 compagnies, formant les unités régionales. Enfin, le reliquat est formé par les unités dites

dans un rapport de force très largement supérieur. Une telle action ne serait entreprise que si les forces du CEFEO désiraient s'implanter durablement.

Cette zone est donc un réduit important qui cloisonne le Viêt-nam en deux parties hermétiques. Ainsi il est impossible de se rendre de Saigon à Hanoi par la route. Le Lien Khu V constitue pour le Viêt-minh une base de départ pour lancer des offensives vers la Cochinchine ou pire vers le Mékong, ce qui couperait l'Indochine en deux. Une note du 18 novembre 1953 fait état d'une action Viêt-minh probable au cours du mois de décembre. L'opération ATLANTE est donc montée dans un but préventif et l'on comprend le désir du général NAVARRE de maintenir la reconquête de ce réduit.

13 Schéma général de l'Opération.

La reconquête du LKV ne doit pas être une opération militaire limitée mais réellement le rétablissement de l'autorité du gouvernement légal du Viêt-nam sur une de ses régions. L'opération, qui nécessite la mise en œuvre simultanée de moyens civils et militaires s'inscrit dans le cadre de la Pacification, qui était un des modes d'action habituels de cette époque. Schématiquement, le rôle général des armées est de détruire les forces armées ennemies, celui des éléments civils de reconquérir la population.

Au-delà du cas particulier vietnamien, les savoir-faire développés au cours de ces opérations pourraient être appliqués aujourd'hui à des situations similaires. Par exemple une sérieuse hypothèse d'engagement des forces pourrait envisager comme cadre général d'action la volonté d'un gouvernement ami de vouloir pacifier une de ses provinces afin d'en prévenir la sécession.

131 Schéma général de la pacification au Viêt-nam.

La pacification est définie dans une note de 1953. Les principes généraux la décrivent comme devant rester une affaire purement vietnamienne. Elle doit être décentralisée et poursuivie jusqu'à un retour de la vie normale. Mais elle doit être contrôlée : en effet, il ne s'agit pas d'armer des éléments non sûrs, car cela reviendrait immédiatement à armer le Viêt-minh. Il y a donc un équilibre à trouver entre confiance et prudence, ces deux sentiments étant également partagés par le pacificateur et par la population.

" La pacification est une affaire purement vietnamienne. Le commandement militaire doit donc s'effacer devant l'administration nationale dans toute la mesure du possible. Néanmoins elle est aussi une épreuve de force qui ne peut s'appuyer que sur la présence et l'action des forces armées, et c'est à ce titre que le commandement militaire peut et doit intervenir... "

L'administrateur qui vient pacifier doit être crédible. Pour cela il doit susciter la confiance, en obtenant du concret. Le retour de la liberté, de la sécurité et de la justice sont les preuves qu'attend le peuple. Mais pour réussir ce retour à la vie normale, l'administrateur a besoin de ce peuple qui est malheureusement emprisonné par la peur des représailles.

" la pacification doit être poursuivie à condition que les objectifs soient limités aux villages suffisamment couverts par nos postes militaires, et que l'administration nationale soit aux yeux de la population aussi présente et aussi concrète que l'était le Viêt-minh."

La pacification n'est cependant pas une entreprise que l'on peut conduire à la légère car il n'y a aucune réversibilité possible de l'action. Le rallié a franchi le Rubicon. Son avenir et sa vie dépendent du succès et de la persévérance de l'action.

La crédibilité du retour de l'administration légale vient avant tout de la force, de la puissance des armes et de la dynamique de la victoire. Ce sentiment d'une reconquête irréversible est certainement l'élément clef des ralliements. En se ralliant, on se condamne à mort vis à vis de l'ancien maître ; on peut le faire par idéal ou par raison religieuse, mais on agit plus facilement si l'ancien maître n'a plus de pouvoir. **Toutes les forces d'ATLANTE sont donc à la fois la couverture de ce dispositif de pacification face à un retour des forces du LKV, et le meilleur agent de propagande possible.**

Mais cette crédibilité de l'administration légale vient également d'elle-même. Elle doit être cohérente et désintéressée. Les administrateurs civils ont un rôle capital à tenir et personne ne pourra le faire à leur place. Et c'est sur ce point que le bât blesse. Ce rôle, si important et si difficile à tenir, exige un personnel formé et cette formation prend du temps.

Il n'y a donc aucune entreprise de pacification possible dans la précipitation. L'armée sait peut-être réagir rapidement, mais elle ne doit pas se substituer aux autorités civiles car sans autorité civile, il n'y a pas de légitimité possible de l'action.

132 Monsieur le Gouverneur GIAO.

Il peut paraître surprenant de parler si tôt du Gouverneur Civil responsable de la pacification. En fait, cet homme fut à lui seul l'une des pires contraintes qui furent imposées au Commandement. Le général NAVARRE aurait voulu que S.M. BAO DAÏ offre la caution de sa présence à la tête de l'Opération. Hélas, ce dernier nomma un de ses proches, M. Pham Van GIAO qui ne fut pas l'homme de la situation. Certes, il permit de recruter rapidement les fonctionnaires dont avait besoin l'opération, mais il le fit sans aucun regard qualitatif. Homme de mafia, il mit en place ses clients, allant jusqu'à relever de leur fonction les honnêtes administrateurs.

Dans une lettre du 1^o mars 1954, le Général de BEAUFORT présente cette situation au général NAVARRE. Il explique comment M. GIAO releva de ses fonctions M. NGUYEN VAN AN, chef de la Province de KHANH HOA , " homme intègre énergique et courtois ", pour le remplacer par l'ex-commandant TRAN NGUYEN AN, récemment sorti de prison.

Le Général de BEAUFORT conclut :

" je viens de faire aviser officiellement le Gouverneur GIAO que s'il maintenait son arrêté, je serais dans l'obligation d'interdire l'accès du Territoire Opérationnel Atlante à l'ex-commandant TRAN NGUYEN AN.... Dans la négative, je serais obligé de demander votre intervention, car je ne pourrais accepter de commander une Opération dont le premier résultat conduirait à rétablir en place des personnalités connues pour leur malhonnêteté et complètement discréditées dans l'opinion, aussi bien Vietnamienne que Française. "

L'opération ATLANTE fut donc pratiquement sabotée par le comportement des plus hautes autorités civiles. Bernard Fall dans son ouvrage sur la Guerre d'Indochine ne consacre que quelques lignes sur l'opération ATLANTE. Il écrit :

" ... la démoralisation des unités Vietnamiennes était aussi intense que la rapacité des autorités civiles installées dans les zones nouvellement contrôlées ... "

Dans le rapport de pacification n° 2 couvrant la période du 15 février au 4 mars, le lieutenant-colonel AXELRAD, chef du bureau Liaison de la Pacification écrit :

" M. GIAO est à lui seul un problème ... à son actif, il a son intelligence, son activité, son courage et son amitié avec S.M. BAO DAÏ. ... à son passif, il inscrit sa prodigalité, son manque d'organisation et sa méconnaissance des normes administratives les plus élémentaires. Il y a plus grave : à tort ou à raison M. GIAO jouit d'une réputation qui fait planer sur ses moindres actions un voile de mauvais aloi "

Le pouvoir de nuisance de M. GIAO fut donc très important. Il n'eût pas l'intelligence de situation pour aplanir les difficultés. Mais d'autres M. GIAO pourraient devenir les interlocuteurs civils d'opérations que la France aurait à conduire dans un proche avenir.

Quelle serait la marge d'initiative des autorités françaises pour choisir dès la phase de la conception des interlocuteurs de qualité ? N'y a-t-il pas un système de contrôle à prévoir avant d'engager des forces ? Et ne faut-il pas refuser de participer à des opérations qui réitéreraient un tel scénario ?

133 Principes de l'action civile au cours de l'Opération ATLANTE.

Le style général de l'action de l'administration civile est régi par deux principes décrits dans un document de 1953 intitulé Programme d'action politique et administratif pour la reconquête des provinces Viêt-minh du Centre Viêt-nam.

Premièrement :

" La reconquête des provinces Viêt-minh du Centre Viêt-nam devrait avoir pour but de susciter chez les populations une atmosphère de libération nationale."

Deuxièmement :

" Nous avons affaire à des populations soumises depuis 8 ans au régime communiste et dont les réactions à l'établissement du régime national peuvent réserver des surprises ; il sera donc nécessaire d'étudier sans cesse ces réactions et d'adapter l'action politique et administrative autant que besoin sera pour maintenir cette atmosphère de libération nationale et obtenir un ralliement de la population et non une soumission ".

Pour ce faire, il faut que l'entreprise soit menée avec le maximum de troupes vietnamiennes afin que la population n'ait pas l'impression d'une reconquête française. Ainsi l'action doit être accompagnée d'un grand décorum national avec une profusion de drapeaux vietnamiens, de défilés et de proclamations.

C'est également la performance de l'administration provinciale qui est déterminante. Celle-ci doit être dotée de moyens efficaces et être très rapidement mise en place sur le territoire. Son action pourrait être renforcée par des formations mobiles de pacification : les GAMO .

Rallier la population impose de rester en permanence attractif. Pour cela, l'opération doit remettre très rapidement en place une activité économique normale. Ceci fut parfois difficilement compatible avec les contraintes militaires de sécurité. Ainsi à QUI-NHON

l'administration reprocha à l'autorité militaire sur place d'avoir décrété un régime de restriction des libertés peu propice au retour de l'activité commerciale. **Il faut cependant bien se persuader que la restauration du commerce n'est pas un élément de confort que l'on apporte à une population, mais bien un mode d'action important de la reprise en main administrative et politique.**

Ainsi, puisque le LKV était sous domination Viêt-minh depuis 8 ans, il y avait en circulation une monnaie Viêt-minh : la piastre Hô Chi Minh (HCM). Or il fallait que cette monnaie disparaisse. Plusieurs notes d'état-major proposèrent des solutions pour y parvenir. Partant du principe qu'en interdire le cours aurait peut-être suscité un sentiment de défense autour de cette monnaie, il fut décidé d'en organiser la dépréciation pour que les détenteurs eux-mêmes viennent échanger ce mauvais argent contre une véritable piastre. Pour cela, on opéra en deux phases.

La première phase eut pour but de déprécier la monnaie HCM. Au cours de celle-ci, l'usage des billets HCM fut toléré mais uniquement pour le commerce des denrées alimentaires locales. La quantité de piastre HCM fut contingentée, fonctionnaires, soldats et agents administratifs n'eurent pas le droit de l'utiliser. Tout le commerce des produits d'importation fut effectué en monnaie légale. Or, le LKV avait vécu en vase clos pendant des années et pour la population ces produits d'importation étaient très recherchés. Ainsi Pacification rimait avec

fin d'autarcie. C'est au cours de cette phase que la monnaie légale devait être injectée en développant une politique de grands travaux. Ceci a pour avantage non seulement de remettre en place l'infrastructure, mais également de faire circuler de l'argent légal sur une grande partie du territoire par le versement des salaires.

La seconde phase devait débiter à partir du moment où la piastre HCM aurait été suffisamment dépréciée. Le créneau légal au cours duquel le change restait encore possible serait déterminé à ce moment. Au-delà de ce terme, la piastre HCM serait interdite et il n'y aurait plus aucun change possible.

Enfin rester attractif, ce n'est pas prôner un retour en arrière qui cherche à recréer la situation telle qu'elle existait avant l'administration Viêt-minh. Juridiquement il faut que le langage soit clair. En 8 ans de pouvoir, le gouvernement Viêt-minh a bien entendu agi sur la réalité de la répartition de la propriété : il y a eu partage des terres, collectivisation et restructuration des acteurs économiques. Le rédacteur du programme de l'action politique pour la pacification écrit justement :

" la situation des biens comme celle des personnes doit également faire l'objet de dispositions réglementaires prises au préalable et avec la publicité voulue par le gouvernement vietnamien : s'il n'est pas jugé possible d'entériner toutes les modifications faites par le Viêt-minh dans la répartition et l'appropriation des terres, il serait au minimum indispensable que les paysans soient assurés que les choses resteront provisoirement dans l'état et qu'un réaménagement ultérieur sera fait dans un esprit de bienveillance ; ce réaménagement pourrait d'ailleurs s'inscrire dans le cadre de la réforme agraire du gouvernement national "

Mais il est sûr qu'une telle décision ne peut être prise que par les plus hautes autorités. On comprend pourquoi il aurait fallu que ce soit SM BAO DAI qui prenne la tête de l'opération.

Ainsi se rend-on compte que la pacification procède avant tout d'un choix politique clair. Elle ne peut être que l'expression d'un gouvernement souverain ; l'administration et l'armée n'étant que des agents d'exécution.

134 Les phases civiles de l'Opération ATLANTE.

Le Plan d'action pour l'opération ATLANTE dans sa composante civile prévoit 3 phases distinctes.

" - 1° Phase militaire : elle consiste à conquérir par les forces armées régulières la zone à pacifier.

- 2° Phase civilo-militaire : l'administration civile et les forces paramilitaires seront installées immédiatement après l'anéantissement des forces rebelles. L'armée régulière implantera des postes, restera en nombre suffisant dans la zone pendant

un certain temps pour aider l'administration civile dans la pacification. Au fur et à mesure des progrès réalisés dans l'œuvre pacificatrice, les forces supplétives ou paramilitaires supplanteront l'armée régulière qui sera alors libérée pour pouvoir poursuivre sa mission en d'autres lieux.

- 3° phase civile : le territoire est considéré comme entièrement pacifié. La gestion des affaires communales sera alors confiée à un corps élu de la population, lequel relèvera désormais de l'autorité administrative régulièrement instituée. "

Ces phases envisagent la cohabitation de deux autorités vietnamiennes à partir de la 2° Phase. D'une part, on distingue l'autorité civile, d'autre part on trouve l'autorité militaire Vietnamienne. Or, ces deux autorités ont à agir dans les mêmes secteurs au même moment. Le général HINH, commandant les forces Vietnamiennes pour le secteur ATLANTE et M. GIAO se sont ouvertement opposés. Les deux administrations avaient à se partager le même budget et à recruter des personnels pour des missions équivalentes. Durant les deux premiers mois de l'opération ce ne sont que déchirements, incohérences et rivalités de clan à tous les échelons hiérarchiques. En un mot c'est un véritable gâchis. L'autorité française réclama dès la conception de l'opération qu'il n'y ait qu'une seule et même autorité mais il fallut attendre que l'échec soit manifeste pour que la décision d'unifier le commandement vietnamien soit prise.

135 La conception militaire de l'Opération ATLANTE.

La phase conception de l'opération se déroule de novembre à janvier 1954. Elle est menée par l'état-major du général GROUT de BEAUFORT, commandant le Groupement Opérationnel des Plateaux Centre et commandant de la zone opérationnelle ATLANTE.

Dés le 18 novembre, le style général de l'opération ainsi que les dates sont arrêtés. Les conditions pluviométriques ne permettent pas d'envisager d'opérations importantes comportant un rétablissement des voies de communications avant le 15 janvier. L'action doit donc se dérouler en trois phases distinctes, différentes des phases civiles. Mais il ne faut pas que la confrontation décisive avec les forces Chuluks intervienne avant la phase 3, car ce n'est qu'au cours de cette phase que le rapport de force global sera suffisant pour les détruire.

Le libellé de la mission est le suivant :

" Faire disparaître la zone Viêt-minh qui s'étend du Nord de NHATRAN et au Sud de TOURANE à l'Est des Plateaux Montagnards, c'est à dire détruire les forces

militaires du LKV et occuper définitivement le pays en vue d'en effectuer la pacification.

Mettre les Territoires libérés sous le commandement des autorités militaires et administratives Vietnamiennes sans transition et sans intermédiaires, au fur et à mesure de l'avancement des opérations de nettoyage. "

La 1^o phase, ARETHUSE , a pour zone d'action la province du PHU YEN, c'est à dire le sud de la zone. Elle prévoit l'engagement de 14 bataillons dont 2 parachutistes, 3 groupes d'artillerie, 1 escadron blindé et 1 groupe amphibie. A ces forces il faut ajouter 6 bataillons TDKQ qui doivent rester sur zone pour assurer la sûreté de la zone. Cette phase doit durer de 20 à 30 jours. Elle consiste dans un premier temps à nettoyer la zone puis à mettre en place un dispositif de couverture susceptible de favoriser au plus tôt l'action de l'administration vietnamienne.

La 2^o phase, AXELLE, doit se dérouler selon le même schéma dans le nord du PHU YEN et au QUI NHON. Elle voit pratiquement les effectifs doubler, passant à 24 bataillons, 4 bataillons paras , 6 groupes d'artillerie, 1 groupement blindé (GB) et 6 bataillons TDKQ. Cette phase doit durer 2 mois.

Enfin la 3^o phase, ATTILA, prévoit une action simultanée. Les forces AXELLE poursuivent le mouvement vers le nord tandis que 3 GM et 1 GB entament la conquête de la zone la plus au nord du LKV à partir de la poche de TOURANE. Cette phase doit également durer 2 mois et mettre en œuvre près de 33 bataillons répartis en 8 GM, 8 groupes d'artillerie, 30 TDQK et de nombreux bataillons autonomes.

Le volume de force prévu en fin de phase ATTILA est voisin de 45 000 hommes, ce qui peut paraître à la fois important et insuffisant. Important, car il monopolise environ 15% des forces du CEFEO ; à titre de comparaison, il correspond au triple de l'effectif de la garnison de Dien Bien Phu. Insuffisant, car quand on parle de pacification, on se réfère souvent à une étude américaine de 1960 citée par Bernard Fall dans son ouvrage sur les guerres d'Indochine :

" une étude faite par l'Armée américaine en 1960 a établi que dans toutes les guerres révolutionnaires depuis 1940, toute armée régulière qui ne se battait pas avec une supériorité d'au moins 15 à 1 contre les guérillas joue automatiquement perdant. Inversement, et toutes autres choses étant égales, on peut compter sur une victoire éventuelle des " forces de l'ordre " lorsque celles-ci atteignent un seuil de supériorité de 20 contre 1.

C'est ainsi que les Anglais gagnèrent au bout de 12 ans la guerre de Malaisie en engageant 350 000 hommes contre 8000. En revanche, à 450 000 contre 65000 - d'autant plus que les

facteurs tunisiens et marocains entrèrent dans la bataille - la guerre d'Algérie n'a vraiment jamais eu de solution purement militaire ... "

Dès sa conception, ATLANTE débute au mieux avec un rapport de forces voisin de 2 contre 1. En poussant le raisonnement, on pourrait conclure que seul le CEFEO au complet aurait pu réduire le Lien Khu V, mais la logique des chiffres reste contestable.

Il faut également souligner la participation des TDKQ. Ils occupent un rôle très important dans la phase de pacification. En arrière du dispositif des groupements, ils doivent lors de la phase civilo-militaire s'opposer aux forces régionales ou populaires et éviter de se heurter aux unités Chuluks.

L'idée de manoeuvre retenue pour l'ensemble de l'opération est la suivante :

" tout en " tirant " l'axe de la RC1 absolument nécessaire au ravitaillement et à la manoeuvre ultérieure, faire un effort particulier pour nettoyer la prémontagne où se situeront vraisemblablement les plus dangereuses réactions de l'ennemi.

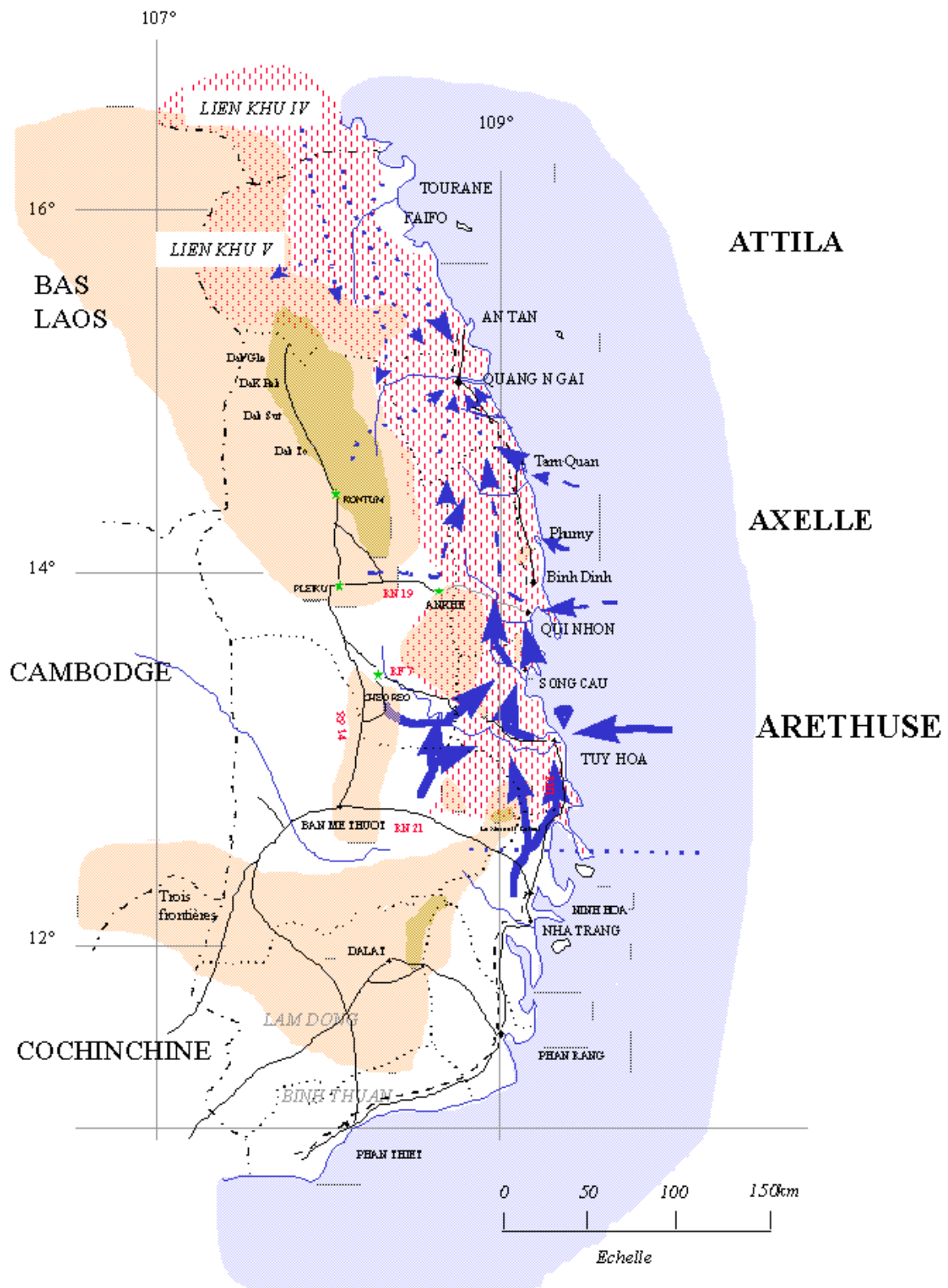
Dans le cas où la progression frontale dans la prémontagne se révélerait , à un moment donné trop coûteuse ou trop difficile, garder la possibilité d'effectuer une manoeuvre assez puissante sur les arrières de l'ennemi pour le détruire ou l'obliger à rompre le combat. "

X

X

X

Carte 4 : Plan d'Opération Atlante.



2 La préparation de l'Opération ATLANTE.

21 Domaine civil.

211 L'organisation des moyens civils de Pacification.

Les autorités civiles disposent de trois unités de type différent : les unités de la Garde Civile, les Groupes Administratifs Mobiles de Pacification (GAMP puis GAMO, O pour Opérationnel) et les Commandos de Police.

La Garde Civile est destinée à assurer la garde des postes administratifs, à faire la police courante en zone contrôlée et à assurer la sécurité des délégués. Elle ne peut ni participer à des opérations ayant un caractère militaire, ni à la défense des postes, exceptés ceux des délégations administratives. Elle se compose de petites unités d'environ trente gardes qui se trouvent implantées à proximité d'une autorité administrative (au niveau Province, Circonscription et Délégation). Mais, vu la faiblesse de leurs effectifs, elles recherchaient souvent la protection d'un poste militaire. Officiellement la Garde Civile était destinée à remplacer les supplétifs, afin qu'ils puissent rejoindre l'autorité militaire. Mais, les gardes devant être mieux payés que les supplétifs, les autorités civiles firent preuve d'un manque d'empressement certain à recruter des gardes là où il y avait déjà des supplétifs. Le volume global de la Garde Civile approchait les 3000 personnes.

Les Commandos de Police (NGHIA DUNG DOAN soit NDD) constituent une unité de choc pour réaliser les opérations de nettoyage, la contre infiltration, les actions de nuit et la recherche du renseignement. Le recrutement s'appuie sur des anciens Viêt-minh, ralliés et fidèles. Ils permettent de donner au chef de province une force de police mobile. Ils sont articulés en sections de 40 commandos. Leur volume global est de l'ordre de 1000 à 1500 hommes.

Les Groupes Administratifs Mobiles de Pacification sont placés sous les ordres du chef de province dans lesquels ils opèrent. Leurs missions sont définies dans une note de 1954 :

"- dans un premier temps : établir le contact avec les populations dispersées par les opérations de guerre et les ramener dans leurs villages puis identifier ces populations, dépister dans leur sein et mettre hors d'état de nuire les éléments dangereux ; enfin leur venir en aide par des mesures d'assistance appropriée (secours médicaux, assistance en nourriture, vêtements...)

- dans un deuxième temps : poursuivre l'épuration des villages de tous les éléments suspects, puis mener une propagande active auprès de la population pour détruire les effets de l'endoctrinement Viêt-minh subi antérieurement et amener la confiance dans le Gouvernement National, établir les organes de l'administration communale et mettre en place l'autodéfense. "

Ils regroupent des spécialistes administratifs et des éléments des forces de police. La partie administrative est assurée par une cinquantaine de cadres administratifs, auxquels s'ajoutent une vingtaine de spécialistes dans chaque domaine suivant : santé, assistance sociale et propagande. Sur le plan des forces de police, ils disposent d'une cellule de police politique forte d'une quarantaine de spécialistes et de 3 sections de NDD, soit 120 commandos.

Les 10 GAMO prévus pour toute l'opération ATLANTE constituent la cheville ouvrière de la pacification. Les personnels auraient dû recevoir une solide formation, et c'est dans ce but que deux écoles de pacification avaient été prévues. Mais devant la pression des événements, elles n'ont pas eu le temps de voir le jour. Initialement les autorités civiles avaient plaidé pour une répétition générale de la mise en œuvre des GAMO sur une partie du territoire, l'île SOLANGE. Malheureusement, l'accélération des besoins a conduit à envoyer dans les premiers GAMO l'élite de l'administration. La relève eut donc du mal à atteindre la qualité désirée, et de nombreuses notes font état d'une dégradation de la valeur des derniers GAMO.

212 La politique de ralliement.

Une note du 17 juin 1953 émanant du Bureau Régional de Liaison pour la Pacification décrit les procédures à appliquer pour les ralliements.

" La question des ralliés serait une question de politique intérieure purement vietnamienne s'il n'y avait que des vrais ralliés, ce qui n'est pas le cas.

Les faux ralliés intéressent au premier chef le Commandement militaire, ses services de sécurité et de renseignement et c'est à ce titre qu'il est appelé à traiter de cette question avec les autorités vietnamiennes. En outre, les militaires se trouvent constamment en contact avec les ralliés. "

Le problème réside dans le fait qu'initialement les ralliés doivent effectuer un séjour d'une durée variable dans un centre d'hébergement militaire au cours duquel est effectuée l'enquête administrative qui permet de savoir si le ralliement est sincère ou non. Or ces centres étaient insuffisants ou inclus dans les camps de prisonniers avec une quasi-similitude de traitement. La structure d'accueil de 1953 ne pouvait donc pas faire face à l'afflux prévisible des ralliés des provinces du LKV. Il fallait donc trouver une solution pour augmenter l'efficacité du tri entre vrais et faux ralliés tout en diminuant le temps de l'enquête préliminaire de façon à pouvoir disposer rapidement de l'aide des vrais ralliés.

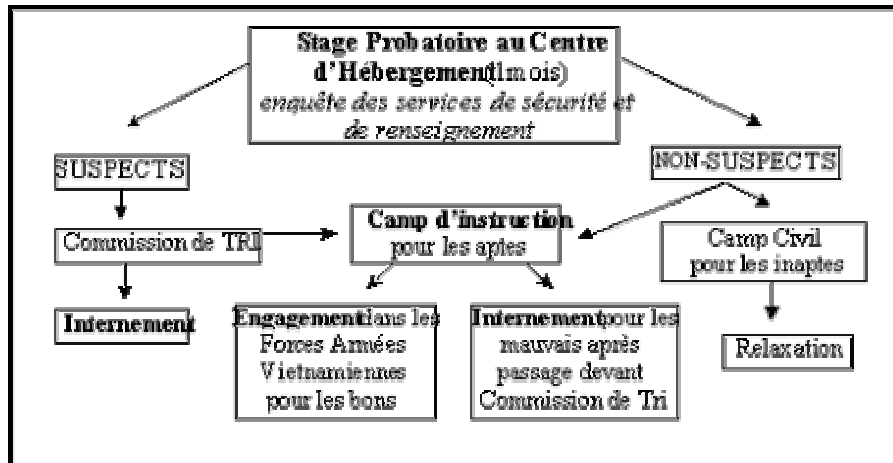
Les ralliés sont répartis en 3 catégories :

- 1^o catégorie : les hommes en âge de porter les armes

- 2° catégorie : les femmes, les vieillards et les inaptes

- 3° catégorie : les cas exceptionnels.

Les hommes de la 1° catégorie sont a priori considérés comme rebelles ralliés et suivent une des filières suivantes :



Le camp d'instruction constitue un deuxième stage probatoire de désintoxication et permet de diminuer le temps passé au centre d'hébergement.

Les ralliés de 2° catégorie sont tous envoyés au camp de ralliés civils, ceux de 3° catégorie ont un traitement adapté à leur situation.

Le rallié qui se présente est traduit en commission mixte de classement. Cette commission est composée du chef de province, du commandant de secteur ou de son représentant 2° bureau et d'un officier vietnamien. Le passage devant la commission permet de rendre à l'acte de ralliement un caractère officiel. Il doit être fait devant témoins.

" pour les ralliés aptes et non classés dans la 3° catégorie, l'engagement dans l'armée nationale doit être considéré comme la preuve nécessaire du ralliement sincère : c'est au rallié de faire la preuve de son ralliement et il est évident que le simple passage en zone contrôlée ne constitue pas une preuve. "

La même note précise que 80% des ralliés aptes désirent entrer dans l'armée ou dans les formations de police. Les 20 % restant sont mobilisables en même temps que leur tranche d'âge par les autorités vietnamiennes.

La question des ralliés concerne tous les acteurs de l'opération puisqu'il faut qu'il n'y ait qu'une seule attitude face aux ralliements. Dans le cas contraire, les faux ralliés infiltreraient le dispositif en passant par le maillon le plus laxiste.

Une note du 25 avril 1954 précise ce problème, en abordant la question des ralliements des villages. Cette note met en place un accord qui définit le régime de village surveillé, stade intermédiaire avant le statut de village rallié.

" ... il permet à l'autorité militaire de freiner les ralliements de village que l'autorité civile aurait tendance à multiplier inconsidérément pour améliorer ses statistiques sans garanties...cet accord doit être appliqué pour ATTLA, étant entendu que l'acceptation officielle du ralliement d'un village suppose que certaines conditions soient remplies, ce qui ne peut se faire du jour au lendemain. Il faudra tenir ferme sur le principe qu'un village qui demande son ralliement n'est pas ipso facto un village rallié. "

La politique des ralliements concerne donc toutes les parties prenantes d'ATLANTE :

- les FTEO doivent améliorer l'installation et le régime des centres d'hébergement,
- les FAVN doivent réaliser les camps d'instruction pour les ralliés,
- l'administration vietnamienne doit conduire l'action politique et sociale, développer les cités de ralliés et assurer la rééducation et le recensement,
- l'échelon Province et secteur est chargé d'assurer la commission mixte de classement,
- enfin l'échelon régional est chargé de mettre en œuvre la Commission des ralliés, chargée de statuer sur l'admission des ralliés dans l'armée nationale.

Ainsi le problème des ralliés qui met en œuvre toutes les composantes de l'opération, apparaît comme un problème majeur qui doit avoir été anticipé. Il exige une solide formation des personnels, la réalisation d'infrastructures et il doit disposer d'un budget crédible.

213 Le budget général de l'administration civile chargée de la Pacification.

L'examen de la répartition du budget destiné à la pacification en Centre Viêt-nam pour l'année 1953 permet de se faire une idée précise des actions entreprises et de leur poids relatif.

Plus de 60 % du budget de pacification est destiné aux forces du maintien de l'ordre. On comprend la tentation qui consiste soit à faire exécuter ces tâches par l'armée, soit à décentraliser au maximum la sécurité en développant des milices d'autodéfense. Mais ces deux voies contraignent le politique à renoncer partiellement au contrôle des actions de sécurité. Pour lui, une opération d'envergure comme ATLANTE avec une participation si importante des forces armées représente un moyen d'économie important. Mais il faut que militaires et politiques établissent un dialogue étroit. Ce dialogue apparaît à travers de nombreuses notes échangées entre les deux administrations. Par exemple, l'administration civile insista pour que les opérations de pacification puissent débiter avant la récolte du riz. Non seulement, cela permettait de priver le Viêt-minh de l'impôt révolutionnaire qu'il

percevait sur les récoltes, mais également, mener une action à un tel moment forcerait les paysans à revenir dans leurs villages pour travailler les terres. Enfin, la construction de silos communaux au sein des villages, gardés par des milices, créerait un bien commun à défendre face à la rapacité des anciens maîtres.

Viennent ensuite 3 postes budgétaires dont la somme est voisine de 25% du budget. 8% sont prévus pour rémunérer le personnel administratif, 9% pour la reconstruction des sièges administratifs et enfin 8% pour financer les différents travaux de pacification prévus. Parmi ces derniers, citons la construction des camps de triage, de réfugiés ou d'internement, la création de marchés ruraux, les réparations des moyens de communication ou la construction d'écoles ou d'hôpitaux. Pourtant, ce dernier titre budgétaire, un peu fourre-tout, représente l'essentiel de ce que l'on entend par pacification !

8 % sont également prévus pour mener à bien la politique de ralliement et pour assurer l'accueil des réfugiés. Le ralliement des populations est incité par des primes et par le financement du reclassement des ralliés militaires. Quant à l'accueil des réfugiés il passe par la distribution des premiers secours, l'hébergement des premiers jours et l'octroi des moyens de rapatriement.

Enfin le reliquat est consacré à l'action politique (propagande et guerre psychologique) et à l'action économique et sociale.

214 Le budget de l'opération ATLANTE.

Le rapport de pacification n°2 pour la période du 15 février au 4 mars expose le problème du budget ATLANTE. Sous-évalué dès la conception de l'Opération pour que l'action ne soit pas remise en cause, il ne fut que partiellement débloqué, quand il ne fut pas détourné.

" ... la question du financement de l'opération " Pacification Atlante " n'est pas encore résolue. Ayant consenti une avance de 50 millions de piastres sur les 240 jugées indispensables, le Trésor vietnamien se déclare dans l'incapacité de réaliser les fonds comme prévu ... il est important de souligner que les crédits ouverts correspondent à deux mois de fonctionnement et qu'il serait, en conséquence, catastrophique qu'aucune solution ne soit trouvée au 20 mars ... le budget " Pacification ATLANTE " est définitivement détaché de celui du centre Viêt-nam. Il fait l'objet d'un contrôle particulier, dont l'exercice relève directement du Ministre des Finances. "

L'exemple de la remise en service de la RC1 illustre bien cette sous-évaluation. 3 millions de piastres étaient prévues pour l'entretien des routes secondaires du PHU-YEN. Or, la remise en

état de la RC1 était évaluée à 200 000 piastres au kilomètre, c'est à dire 20 millions de piastres pour le seul PHU-YEN, soit 80 millions pour toute la région ATLANTE. Ce budget ne pouvait donc pas assurer la remise en état de la RC1, car sur ses 240 millions, 185 devaient déjà être attribués en priorité pour financer la défense des provinces par des moyens autres que militaires. Les autorités française ayant rappelé au Gouvernement vietnamien qu'il lui appartenait d'entretenir les routes d'un arrondissement qui lui était transféré, le Ministre des Travaux Publics s'était alors retourné vers M. GIAO, lui disant que c'était à lui de le faire avec son budget propre, ce qui, décevantement était impossible.

Les retards de paiement furent également une habitude de gestion budgétaire. Le rapport de Pacification n° 4 pour le mois d'avril écrit :

" Les achats faits sur place à Saigon depuis le 1° février n'ont pas encore été réglés. Les mille exigences des Finances, les formalités de prise en compte des matériaux, de certification du service, nécessitant des doubles et triples signatures, ont été à l'origine de retards inadmissibles. Aujourd'hui, toutes formalités accomplies, les Finances renâclent sur le principe même des achats et menacent de remettre en cause l'ensemble des opérations ; "

Il en va de même pour les soldes des GAMO ou l'armement des supplétifs qui ne furent payées qu'avec des retards inadmissibles.

Ce budget oscilla ensuite entre un statut autonome ou une inclusion dans le budget du Centre Viêt-nam. Ces aléas rendirent impossible tout contrôle et multiplièrent les délais de paiement.

Plus que jamais l'expression " nerf de la guerre " trouve tout son sens. Avant de débiter ce genre d'opération, comme le cite le rapport de Pacification n°2 :

" il est indispensable que soit institué, pour l'avenir, un système viable, c'est à dire permettant à la fois un contrôle efficace et une possibilité de liquider normalement les dépenses ... "

Ainsi, l'armée a tout à perdre en se substituant aux autorités civiles dans le domaine de la Pacification. Si elle possède des atouts séduisants pour le court terme, elle ne possède absolument pas la puissance financière indispensable pour réhabiliter une région. Elle doit donc être parfaitement incluse dans un dispositif cohérent et crédible. **La responsabilité des autorités françaises est alors de s'assurer de la valeur du dispositif dans lequel va s'inscrire l'action des forces françaises. Ces dernières ne sont pas là pour camoufler ou pire cautionner des pratiques douteuses.**

-

22 Domaine militaire.

221 L'ordre d'opération de la phase ARETHUSE.

Il est daté du 7 janvier 1954, soit une semaine après la conception et quinze jours avant le début de l'opération. Ces délais semblent adaptés car ils laissent une marge suffisante pour la préparation des forces tout en permettant le maintien du secret.

La préservation du secret a été un problème clé de la guerre d'Indochine. De part et d'autre on disposait d'un réseau de renseignement efficace. On connaît l'importance pour le Viêt-minh des renseignements qu'il pouvait recueillir des indiscretions de journalistes ou de militaires, des fidèles serviteurs, ou des familles. Le Deuxième Bureau tirait les siens de documents saisis, d'agents retournés ou infiltrés et de l'interception des communications du Viêt-minh. En effet les services français avaient réussi à décrypter les codes employés par l'ennemi. Le tout était de ne pas le lui faire savoir, et ceci était un secret encore plus difficile à conserver !

L'examen de l'ordre d'opération permet de se faire une idée très précise de l'état-major qui a conduit l'opération. On y sent un très grand réalisme et une véritable habitude de la guerre. En 31 pages, l'ensemble de l'opération ARETHUSE, opération interarmées, est organisé, coordonné, rythmé et commandé. Le rythme entre les différents temps de la manoeuvre offre une grande stabilité, ce qui donne une marge d'initiative importante aux échelons subordonnés. Ainsi, ARETHUSE est découpée en 3 temps : le 1^o temps de J à J+30, le second de J+30 à J+38 et le troisième de J+38 à J+45.

Concernant le soutien, on peut faire les mêmes constatations. L'Ordre Administratif et Logistique est concis, précis et anticipe sur l'imprévu. Ainsi par exemple, en ce qui concerne les ravitaillements :

" les demandes de ravitaillement AIR doivent être adressées au 4^o Bureau Opérationnel par les 4^o Bureaux des Groupements chaque jour avant 17 heures pour le lendemain... aucun ravitaillement par air, en dehors de celui du groupement aéroporté avant J+2. "

Les délais semblent raisonnables, et la procédure simple.

Le réseau de manoeuvre est clairement défini, des portions d'itinéraires sont gardées, et elles ont un baptême terrain. La circulation est strictement contrôlée. Les colonnes doivent avoir un crédit de mouvement pour circuler. Les VL de commandement et les véhicules sanitaires doivent être inclus dans une rame et les distances entre les rames et entre les véhicules sont imposées .

222 L'idée de manoeuvre de la phase ARETHUSE.

L'idée de manœuvre est explicitée dans une note " observations générales sur les opérations contre le LKV. "

" Il fautrenoncer à effectuer des opérations de destruction par encerclements et bouclages montés a priori et chercher plutôt à refouler l'ennemi par des poussées frontales méthodiques, conjuguées avec des rabattements latéraux par terre ou par mer, ou des parachutages pour faire tomber par débordements les lignes de défense successives possibles..."

.... effectuer au fur et à mesure un nettoyage méthodique de la zone... et éviter de donner à l'ennemi la possibilité de revenir sur nos arrières.....procéder par bonds assez courts (15 à 25 km) pour rétablir méthodiquement les itinéraires et nettoyer le pays ... donner à chaque GM des axes d'efforts suffisamment rapprochés pour que chacun puisse être appuyé par l'artillerie d'au moins un de ses voisins... cette façon de procéder permettrait, au cas où des événements graves sur un autre théâtre d'Indochine obligerait à prélever une partie des forces opérationnelles , de suspendre l'opération tout en conservant le bénéfice du terrain conquis. "

C'est une rupture avec la logique des opérations ponctuelles de pacification montées dans le Nord, où chaque bouclage de village se termine dans le vide, ce qui a longtemps donné aux acteurs l'impression de donner des coups d'épée dans l'eau.

Une opération de pacification ne peut être qu'une opération d'envergure, conçue à l'échelle de l'ensemble de la zone du théâtre. Elle doit être systématique et n'offrir aucune possibilité de retour aux forces ennemies.

223 Modularité et Groupements.

Les forces opérationnelles sont articulées en 5 groupements et un élément réservé.

Sur la zone Est agissent 2 groupements : le groupement TAP et le groupement A. Le groupement A, chargé de l'effort le long de la RC1 est commandé par le PC du GM10. Sa mission est de reconquérir la RC1. L'ordre d'opération est excessivement précis dans le libellé des ordres.

Par exemple pour le premier temps, le Groupement A doit :

" après s'être emparé par surprise du col BARBONNEAU, assurer dans les plus brefs délais et au plus tard à J+1, la jonction tactique avec le Groupement Aéroporté de Tuy Hoa. Y pousser le II/4RTT qui passe sous les ordres du Cdt de ce groupement / assurer la protection du rétablissement de la RC1 et de sa sécurité dans la zone avant, jusqu'à la zone de protection du Groupement Aéroporté / porter au plus vite les feux du Groupe d'Artillerie pour l'appui du Groupement Aéroporté de Tuy Hoa / assurer la protection du terrain de Van Gia et la liaison avec ce terrain / nettoyer méthodiquement la zone d'action entre le Song Da Rang et les massifs

montagneux de la Mère et de l'Enfant et du Varella / assurer la liaison avec le groupement B à Ngoc lam et Thach Ban "

Les ordres concernant les autres temps ainsi que les autres groupements sont aussi précis.

Le groupement TAP est chargé de s'emparer du pont de Tuy Hoa et de le protéger jusqu'à ce qu'il soit réhabilité par le génie.

La zone Centre comprend le Groupement B, chargé de nettoyer la prémontagne et de lancer un pont de bateaux sur le Cung Son et d'en assurer sa protection. Puis il doit remettre en état les axes situés dans sa zone d'action.

La zone Ouest est la zone d'action des groupements C et D. Le groupement C, placé sous les ordres du commandant du GM100, qui constitue une des plus belles unités d'Indochine. Disposant d'une puissance de feu importante et d'une grande mobilité, il est formé par le Bataillon de Corée qui a rejoint l'Indochine dès la fin de la guerre de Corée. C'est une unité particulièrement aguerrie. Le groupement D est fort de 2 bataillons montagnards et d'un groupe d'artillerie. Ces groupements ont pour mission de renforcer les positions sur les plateaux et de nettoyer leurs zones respectives.

Quant aux éléments réservés, ils sont constitués par 4 Bataillons Montagnards installés dans le triangle KONTUM, PLEIKU, ANKHE.

Ainsi, si aujourd'hui la modularité est le slogan du renouveau de l'organisation militaire française, on ne peut qu'être surpris de voir combien ce principe était courant durant cette guerre !

224 Règles de comportement.

Ce point est essentiel, puisqu'il s'agit de reconquérir la confiance de la population.

Une note du général de Division LE BLANC, commandant les FTCVN diffusée à tous les commandants d'unités élémentaires ayant pour objet la conduite à tenir à l'égard des populations est claire et ne souffre aucune interprétation .

" C'est une population laborieuse et besogneuse, souvent intoxiquée par la propagande Viêt-minh, généralement abrutie par la tyrannie des comités de résistance et autres organismes rebelles, toujours déboussolée par 7 ans de misère et d'insécurité totale. Il est absurde de lui demander de comprendre, encore plus absurde de lui demander de prendre des partis héroïques...

... la population subit inévitablement les contrecoups des coups que nous devons porter pour détruire ou affamer l'armée Viêt-minh, mais il ne faut pas en rajouter sans nécessité. C'est pourquoi les pillages, grands ou petits, collectifs ou individuels, les

abus, la répression aveugle, ont des effets particulièrement déplorables et nous font parfois juger comme " pire que les Viêts " parce que cela atteint les gens non dans leurs convictions, mais au point le plus sensible, dans leurs estomacs... la répression, quand elle s'impose, appartient aux commandants de secteur... et doit rester exceptionnelle. "

La crédibilité de l'opération repose donc sur le comportement de chacun. Bien sûr, en aucun cas, ces règles ne paralysent l'emploi légitime de la force. La phrase :

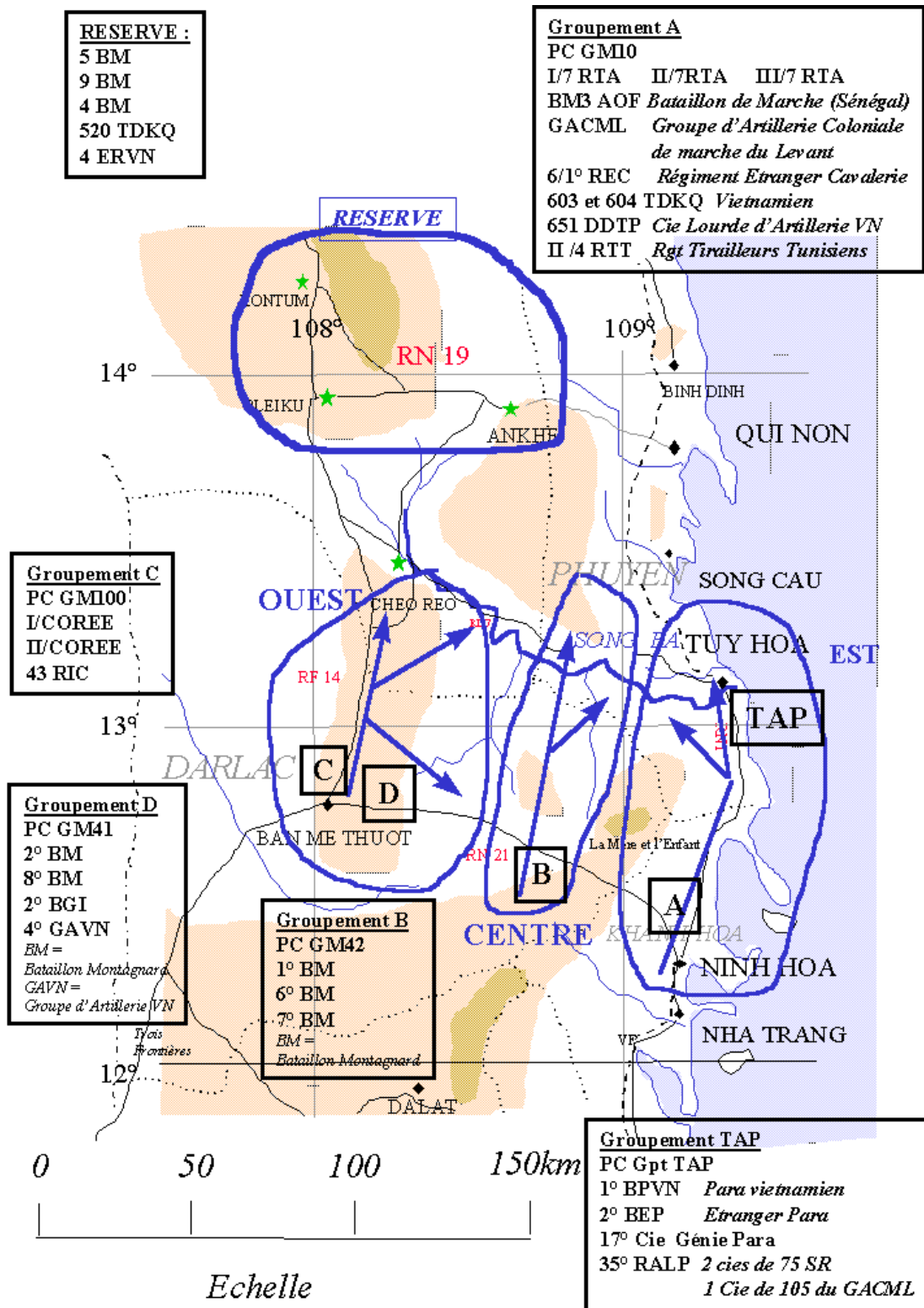
" ces instructions ne doivent évidemment pas être interprétées dans un sens incompatible avec l'emploi normal de nos moyens de feu et les exigences de la sécurité des troupes en opérations. "

conclue le document.

X

X X

Carte 5Phase ARETHUSE.



3 / La conduite des opérations.

31 Déroulement général.

[le DEA explicitera toutes les opérations. Si la bataille des Plateaux est bien connue, l'action des 7RTA et 4 RTT dans la plaine côtière sera développée]

Le déroulement des opérations est très confus. Initialement, les forces Viêt-minh se déroberent devant les forces provenant du Sud et tentèrent de les entraîner dans la guerre de surface décrite par le 2^o Bureau.

Il faut distinguer plusieurs secteurs d'activités, parmi lesquels la côte, la prémontagne et la région des plateaux.

Le 20 janvier à 07 heures 30, le groupement TAP débarque dans la lagune de Tuy-Hoa. La marine effectue l'appui feu et le soutien logistique de l'opération. La tête de pont est installée dès le 20 et des renforts sont débarqués les 22 et 23 janvier. La progression est très lente, jusqu'au rétablissement du pont de Tuy-Hoa le 17 février. Elle s'accélère par la suite. Les éléments de tête arrivent devant QUI-NHON le 12 mars 1954 (le plan d'opération avait prévu le 6 mars.)

A partir du 13 mars, débute la phase AXELLE qui prévoit la constitution autour de QUI-NHON d'une position de départ appuyée sur une base opérationnelle avec l'établissement d'une base maritime adaptée. Dès le 13 mars, ont lieu les premiers déchargements ; le temps est mauvais, le terrain est miné et piégé, les opérations sont donc lentes.

La réaction Viêt-minh a lieu 200 km plus au nord. Le 27 janvier, les régiments 803 et 108 (Chuluks) surgissent au nord de KONTUM et marchent sur PLEIKU. Les postes de Dak To et Dak Doa tombent après plusieurs attaques menées avec des effectifs de l'ordre du bataillon. KONTUM fut évacué sans combat le 7 février et la défense des hauts plateaux fut reportée dans la région de PLEIKU. Sa garnison fut renforcée avec des troupes prévues pour la phase AXELLE.

La manoeuvre Viêt-minh entrain en fait dans le cadre des actions de diversion qui visaient à disperser les forces du CEFEO, alors que GIAP concentrait ses moyens autour de Dien Bien Phu.

On a donc assisté à un croisement des efforts des deux protagonistes. Le Viêt-minh fit effort sur les plateaux, profitant de la jungle pour disparaître et manoeuvrer ses forces. ATLANTE fit effort sur les plaines côtières, pour pacifier la région.

Les combats furent localement très violents. Mais du 13 mars au 7 mai, le sort de toute l'Indochine est lié à celui de la bataille de Dien Bien Phu. Pour ATLANTE, les conséquences immédiates sont une amputation des moyens. La phase ATTILA est annulée.

32 Bilan initial de l'Opération de Pacification.

L'accueil des populations fut très favorable et le rapport de pacification n° 2 pour la période du 15 février au 4 mars est extrêmement encourageant.

Le comportement des troupes a donné entière satisfaction :

" L'attitude des troupes, conformément aux ordres très stricts du commandement, a continué de donner toute satisfaction. Aucune violence inutile n'est à signaler. "

De plus la tactique du Viêt-minh consistant à abandonner le terrain aux forces ATLANTE s'est retournée contre lui :

" L'absence d'adversaire sérieux face aux troupes a été interprété par la population comme une véritable trahison du Viêt-minh vis à vis d'elle : peu lui importe en effet que le sort de la campagne se joue sur les Plateaux. Elle ne croit que ce qu'elle voit, et elle a vu une avalanche de matériel devant lequel le Viêt-minh a fait place nette. Elle conclut à une fuite, pire qu'une défaite des autorités qui hier lui prêchait la résistance à outrance. "

Le travail des GAMO est initialement très efficace, et l'énergie farouche de M. NGUYEN VAN AN (qui sera relevé de ses fonctions par M. GIAO) est soulignée. Cependant, il semble qu'il faille porter le nombre à 20 GAMO pour l'ensemble de l'opération, avec pour corollaire le problème de formation des cadres et de budget non disponible.

L'administration arrive à séduire la population du PHU-YEN, et l'exemption d'impôt pour l'année 1954 est très bien perçue, ce qui n'arrange pourtant pas le problème d'équilibre budgétaire. L'engagement dans les forces de l'ordre va bon train : 300 hommes à la fin de la 3^e semaine, 1400 à la fin de la 6^e et 2000 au 15 mars. Cependant le rapport ajoute prudemment :

" ce mouvement est sincère autant que faire ce peut, c'est à dire qu'il procède d'une volonté intime que des gages extérieurs de solidité inclinent à se manifester. Il est certain par contre que si la solidité de l'implantation franco-vietnamienne venait à être remise en cause l'élan actuel pourrait se voir brisé sans que nous soyons fondés pour autant à taxer les populations de versatilité. "

Il y a en fait deux types d'engagements : les GAMO mènent celui des gardes civils et des commandos de police, les TDKQ, ceux des supplétifs. Or, il y a une disproportion dans les recrutements, l'essentiel allant aux GAMO. Le rapport souligne un risque de conflit latent entre ces deux autorités.

Une note du 19 mars 1954 du colonel CARBONEL, adjoint au général de BEAUFORT, fait état d'un chiffre de 80 000 ralliés dans la province du PHU YEN, sur une population de

400.000 habitants. Il décrit le moral comme bon, et souligne l'importance d'arriver à transférer l'autodéfense aux autochtones pour libérer les troupes opérationnelles :

" Des autodéfenses existent dans un certain nombre de villages, mais les hommes ne sont armés que de coupe-coupe et de grenades. Je fais pousser 200 fusils sur TUY-HOA afin d'armer les meilleurs villages ... Ceci nous permettra vraisemblablement de rendre mobile une compagnie du 4° RTT que je voudrais progressivement libérer de ses servitudes territoriales et rendre entièrement opérationnelle. "

La politique de dévaluation de la piastre HCM semble un succès ; les cours de la piastre HCM tombent régulièrement :

" il est passé depuis 2 semaines de 150 à 200 piastres HCM pour 1 piastre légale. Les prévisions initiales - élimination en 4 mois - apparaissent valables. "

Le seul problème de taille est celui de l'absence des services médicaux vietnamiens sur le théâtre d'opération. Ceci eut pour conséquence de discréditer le discours des GAMO et de surcharger les services médicaux des unités militaires.

Le rapport de Pacification n° 4 pour la période du mois d'avril fait état quant à lui d'un statu quo dans la Pacification et d'un accroissement des problèmes internes vietnamiens. L'édifice semble se lézarder du fait des querelles internes vietnamiennes, des problèmes budgétaires et de la perte de confiance due à Dien Bien Phu.

" Toute perspective Indochinoise est actuellement dominée par le sort de Dien Bien Phu. Aussi, rien de décisif ne peut-il être entrepris au moment où la forme même de notre action risque d'être révisée. Sur ATLANTE pèse en outre une hypothèse particulière, celle des Plateaux, qu'en dépit des ponctions nombreuses dans le PHU YEN et le BINH DINH il n'a pas été possible de lever.

Si l'on ajoute que pour des raisons diverses les troupes vietnamiennes annoncées n'ont pas été envoyées, on se rend compte que les possibilités actuelles de développement d'ATLANTE sont inexistantes. "

33 L'après Dien Bien Phu.

Lorsque le sort de la Bataille ne fit plus de doute, plusieurs analyses s'opposèrent. Le Général GROUT de BEAUFORT tenta de défendre ses positions à travers plusieurs mémoires adressés au Général NAVARRE. Pour lui, les gains d'ATLANTE devaient être consolidés, de façon à obtenir la meilleure carte de guerre possible avant les prochaines négociations. Selon lui :

" on doit admettre que le TONKIN est depuis longtemps perdu ... et qu'il convient d'assurer en priorité la défense de la Cochinchine, ... en la portant le plus au Nord possible sur la ligne frontière Nord du Cambodge, Pleïku, QUI-NHON, qui constitue la défense avancée normale de Saigon".

Or, l'après Dien Bien Phu fut étonnamment mal géré. Un vent de panique souffla sur l'état-major d'Hanoi. Le général NAVARRE fut relevé de son commandement le 3 juin et remplacé par le général Ely qui prit ses fonctions le 8. Le Général de BEAUFORT fut indisponible début juin pour raison de santé. En France, le gouvernement Laniel fut renversé le 12 juin et remplacé par le gouvernement Mendès-France le 14 juin. Dès le lendemain du départ du général NAVARRE, les dispositions furent prises pour exécuter les importantes rétractations du dispositif auxquelles l'ancien commandant en chef s'était toujours refusé.

Le Viêt-minh profita de ce vent de panique pour porter plusieurs coups de butoir. Dans une note du 4 juin 1954, le Général de BEAUFORT écrit :

" il est normal que l'ennemi exploite une situation sur laquelle nous l'avons nous-mêmes renseigné. L'annonce officielle de notre abandon de la phase ATTILA lui permet d'engager en toute sécurité les forces constituées pour résister à un débarquement au QUANG NGAI. Cela explique en partie la situation actuelle, surtout si, comme je le crois, l'ennemi vise la Cochinchine et Saigon à travers les plateaux du Centre. "

En juin, le Viêt-minh passe à l'offensive. Il détruit plusieurs unités vietnamiennes, puis amorce un mouvement vers Nha-Trang, et attaque le port de Tuy-Hoa. Il prend également à partie les forces d'Ankhé.

Alors qu'il ne possédait pas les forces suffisantes pour réitérer un second Dien Bien Phu sur Ankhé, l'ordre est donné au GM100 de se désengager d'Ankhé, contrairement aux analyses de l'état-major ATLANTE , afin de regrouper les forces du CEFEO au sud Song Bé.

34 La mort du GM100.

L'agonie du GM 100 est une page connue de la guerre d'Indochine. L'ordre de repli est donné le 19 juin. Il s'agit de faire mouvement d'Ankhé à Pleïku, c'est à dire d'effectuer un repli de 90 km en empruntant la route Coloniale 19 qui passe par 60 km de jungle. Sur PK 15 (poste kilométrique 15) le GM100 - Bataillon de Corée - a rendez-vous avec son destin. Le 24 juin, il tombe dans une première embuscade montée au niveau régiment. Durant une semaine, le long de cette route qui serpente au milieu de la jungle, le GM100 et le GM 42 se débattent au milieu du piège établi par les unités Chuluks. Les combats d'une extrême violence voient se succéder réactions offensives, exfiltrations, recueils successifs et intervention des B26. En une semaine, le GM100 réussit à rallier Pleïku, mais il perd la totalité de son matériel, et près d'un millier d'hommes parmi lesquels le Colonel avec tout son état-major.

Vers la fin du mois de juillet, le Viêt-minh poursuit son action, et les forces franco-vietnamiennes tout en tenant encore solidement PLEIKU sont contraintes à se regrouper également autour de Chéo Réo c'est à dire à peine à la hauteur du 13° parallèle. Mi Juillet, les survivants du GM100 tombent à nouveau dans une embuscade au Nord de Ban Mé Thuot.

Le 20 juillet, l'armistice est signée à Genève.

35 Le comportement des TDKQ.

Si l'examen des événements a montré que l'on ne peut pas conduire des opérations militaires dans un secteur indépendamment de ce qui se passe sur l'ensemble du théâtre, le rôle joué par l'armée Vietnamienne montre combien le comportement des alliés peut fragiliser un système de force. La présence des troupes de l'armée de Bao Daï était la clé de voûte de l'opération de Pacification. Importante sur le papier, cette armée s'est effondrée après 4 mois d'opération. Il ne reste dans les archives militaires que peu de témoignages de l'efficacité des TDKQ.

Le 13, 14 et 15 mars 1954, les 506° et 511° TDKQ se sont mutinés. Commandés par des officiers trop jeunes et manquant d'autorité, constitués en majorité d'hommes du Sud-Viêt-Nam pour lesquels l'Annam et les Plateaux n'étaient pas leur pays, ils ont associé à leur inexpérience un manque de cohésion et de discipline surprenants. Suite à une première mutinerie, les familles ont eu l'autorisation de rejoindre les troupes en opération.

Les ordres étaient à peine exécutés, comme en témoigne ce compte-rendu daté de mars 1954 :

" les hommes acceptent bien de faire quelques embuscades de nuit, mais restent couchés toute la journée, prétextant qu'ils sont fatigués ",

" ... à ce moment là, la sécurité n'était plus assurée, car la compagnie du 506° TDKQ, chargée de la garde du terrain avait abandonné son poste et était rentrée à Pleïku. Seul, le commandant de compagnie et les gradés étaient restés sur le terrain. "

ou enfin ce compte-rendu du 4 juin 1954 :

" le 504° TDKQ qui, malgré trois ordres successifs avait maintenu le gros de son dispositif au poste du bac de CUNG SON sur la rive Sud du SONG BA, a été attaqué dans la nuit du 2 au 3 juin et rapidement écrasé. "

Ces unités ont été la cible de la propagande Viêt-minh. Le 506° TDKQ avait ainsi reçu plusieurs lettres de félicitations de la part des forces Viêt-minh et il semble que certains TDKQ aient été marqués par des bataillons régionaux Viêt-minh, chargés de les neutraliser par la propagande. Ils leur promettaient un rapide retour chez eux et leurs désobéissances étaient évaluées à l'échelle des valeurs Viêt-minh et récompensées :

" Nous avons appris que vous vous étiez unis pour lutter contre le Commandement ennemi afin d'exiger votre rapatriement au Sud Viêt-nam... tout le peuple et le

gouvernement vous applaudit... vous êtes clairvoyants et connaissez à fond l'ennemi qui voudrait vous faire mourir à sa place. Toutefois, si l'ennemi n'a pas à ce jour satisfait à vos exigences, c'est que votre lutte manque encore d'une direction véritable. Certains d'entre vous sont hésitants. Et l'ennemi, afin de vous berner, vous fait des promesses. Vous allez mourir pour rien. "

Le général de BEAUFORT dans une fiche du 20 mai 1954 adressée au général NAVARRE, explique son point de vue sur la qualité des troupes Vietnamiennes.

" ... ces faits ne font pas ressortir la situation réelle des unités Vietnamiennes, qui dans leur ensemble manquent d'allant, se plaignent et critiquent constamment... pourtant la troupe Vietnamienne est facile à commander et peut être excellente ; quand aux cadres, ils sont toujours courtois et plein de bonne volonté. Mais il manque une mystique et une direction. La première donnerait la foi et le désir de combattre ; la deuxième donnerait la confiance et, en imposant une discipline sans faiblesse, elle restaurerait le principe d'autorité.

***Mystique et autorité** sont essentielles en pays vietnamien. Le peuple n'a pas nos aspirations rationalistes et égalitaires ; il a besoin d'un idéal et d'une hiérarchie. Celui qui donnera l'un et l'autre aura gagné ; en dehors de cela, il n'y aura ni enthousiasme, ni solidité, ni même reconnaissance de la part des bénéficiaires. "*

36 Le comportement des GAMO.

Les mêmes remarques peuvent être formulées à l'encontre des GAMO. Si initialement leur travail fut remarquable, ils ne résistèrent pas à la durée. L'histoire des GAMO se termine par un drame. Le 30 juillet 1954, le GAMO de QUI-NHON se révolte et assassine son chef au cours d'une émeute. Tous les GAMO sont alors désarmés et renvoyés sur NHA TRANG.

Pourtant, il ne faut pas condamner cette expérience à cause de cette fin tragique. L'échec ne vient pas d'un vice de conception, mais plutôt de la force des événements contraires. Les GAMO ont sombré dans la tempête qui a englouti l'Indochine Française après Dien Bien Phu. Cet échec est représentatif du divorce qui existait entre la France et une partie de la classe politique vietnamienne.

L'affaire fut mal conduite et souffrit de son budget sous-dimensionné et mal géré. Les GAMO n'étaient plus payés quand ils se sont révoltés, ils étaient mal armés, car l'administration ne leur fournissait leurs armes que de façon erratique et ils ont souffert des mêmes maux que les TDKQ. Dans cette ambiance de sauve-qui-peut général qui caractérisa les éléments vietnamiens civils ou militaires au cours du mois de juillet 1954, leur révolte est décevante, mais non surprenante.

Pourtant, il y a dans cette architecture des moyens des leçons à méditer. La séparation des tâches civiles et militaires est une bonne chose. **Les administrateurs civils doivent**

reprendre leur place dans la société qu'ils pacifient, sans que la présence des militaires ne puisse secréter un sentiment de rejet ou une notion d'amalgame qui serait néfaste pour l'image de marque de l'Etat au nom duquel l'action est conduite.

La solution qui consiste à séparer les tâches au sein de l'administration civile entre les administrateurs sédentaires gardés par un certain type d'unités, les commandos de police capables d'actions incisives et les groupes mobiles chargés de marquer un effort dans une région donnée, semble très séduisante. Il faut cependant bien noter le besoin de formation des cadres, et le fait qu'une opération de pacification ne s'improvise pas. Ni dans le temps, puisqu'il faut préparer les équipes nécessaires, ni dans l'environnement, puisque cette mécanique complexe doit parler à l'unisson.

37 Bilan militaire de l'opération ATLANTE.

Effectuer un bilan uniquement militaire de l'opération ATLANTE est extrêmement délicat. On peut difficilement employer les mots d'échec ou de succès.

L'opération ATLANTE n'est pas un échec. Elle a permis la prise de Qui Non et de Tuy-Hoa, c'est à dire de conquérir 200 km de côte. La preuve que ce fait gênait le Viêt-minh est que la ville de Qui Non ait dû être temporairement évacuée par les troupes franco-vietnamiennes à la suite des accords d'armistice. Pourtant cette ville est située au sud du 17° Parallèle c'est à dire au sein du Sud-Viêt-Nam tel qu'il était né des accords de Genève.

La deuxième remarque peut être tirée à partir des accords de désimbrication du 28 juillet 1954. En 8 pages, l'accord décrit toute la procédure de désimbrication des forces. Cela veut donc dire qu'il y avait imbrication des unités Viêt-minh avec celles du CEFEO. Or, on ne peut pas développer une offensive de grande ampleur si l'on est imbriqué avec l'adversaire. On ne peut que faire du harcèlement ou mener des actions de portée limitée. Il faut donc être prudent lorsqu'on examine les cartes de situation qui montrent de grandes plages rouges comme étant le territoire contrôlé par le Viêt-minh. Ces grandes zones correspondent plutôt à des zones où il y avait des troupes Viêt-minh ; elles ne précisent pas si il y avait imbrication ou non. Mais, s'il y a imbrication, il y a forcément neutralisation mutuelle. On peut donc estimer qu'à la fin de l'opération ATLANTE, il y avait eu neutralisation mutuelle des forces..

ATLANTE a donc permis la conquête d'un espace de manoeuvre le long du littoral, au prix de la perte de la ligne de défense des Hauts Plateaux. Mais elle a surtout amorti l'offensive prévue par les troupes du Lien Khu V et neutralisé pendant 6 mois environ 30 000 Viêt-minh, assurant par là une certaine stabilité à la Cochinchine. Ce gain territorial a certainement dû entrer en ligne de compte dans les conventions d'armistice. *[cette question sera étudiée au cours du DEA. Recherches en cours sur les négociations de GENEVE, dans le but de savoir quelle a été l'influence réelle de la position des troupes sur le terrain (la carte de guerre) dans les négociations de Genève ?]*

X X

-

CONCLUSION :

Ainsi peut être schématiquement résumée l'Opération ATLANTE, qui engagea une grande partie des forces du CEFEO au sud du 18° parallèle durant l'année 1954. On ne peut que s'étonner de la voir arriver si tard dans la guerre d'Indochine. Le fait que l'on ait pu admettre la présence du LKV entre le Tonkin et la Cochinchine pendant si longtemps peut paraître surprenant. Il est vrai que l'ampleur des moyens engagés montre bien que la réduction de ce bastion Viêt-minh n'était pas une mince affaire.

Dans le procès qui fut fait au général NAVARRE après la chute de Dien Bien Phu, beaucoup lui reprochèrent d'avoir gaspillé des moyens dans cette opération de Pacification. En fait, l'argument ne tient pas lorsqu'on examine le type des unités qui ont été engagées dans les deux batailles. Les unités TAP ont rejoint l'enfer de la cuvette quand la nécessité s'en fit sentir. Les autres unités n'auraient pas pu rejoindre le théâtre de la bataille, et si elles l'avaient fait, nul ne se serait opposé aux 30 000 hommes du LKV. Bien qu'il ne soit pas de mise de refaire l'histoire, on imagine bien quel en aurait été le résultat.

Un second faisceau de remarques peut être fait autour de la comparaison que l'on peut établir entre les notions d'hier, de pacification et d'aujourd'hui, de maintien ou de rétablissement de la Paix.

La notion de pacification agit dans le long terme. Elle se veut reprise en main définitive d'une région en assurant l'autorité de l'Etat. Elle part donc d'une autorité existante et légitime qui assure la mise en œuvre et la complémentarité des moyens militaires et civils et inclut leur action dans un projet politique clairement défini.

Les notions actuelles de maintien et de rétablissement de la paix sont plutôt axées sur le court terme. Elles cherchent par l'interposition de forces neutres à prévenir plutôt qu'à guérir. Très souvent l'Etat n'existe plus et on impose un statu quo à des belligérants pour pouvoir reconstruire à partir d'un consensus qui devrait faire naître une certaine légitimité. C'est ce que l'on a pu observer au cours des différentes interventions des forces françaises de l'ex-Yougoslavie au Cambodge.

Mais dans ce style d'opérations, la part du militaire est très importante. La tentation est souvent grande pour les armées de vouloir, en apportant la Paix, aider le pays à se reconstruire. On vit cette tentation sur certains théâtres d'opération et plus particulièrement en Somalie. Or l'exemple d'ATLANTE doit nous montrer que ceci n'est qu'un pis aller qui permet de s'opposer à l'urgence, mais non de reconstruire du définitif. Et faire du provisoire

est dangereux, car ce n'est que recréer de la richesse qui suscitera de la convoitise dès que les troupes rentreront chez elles.

Les pays au sein desquels nous intervenons méritent mieux que ces ersatz d'intervention, que nous exécutons comme autant de leurres destinés à calmer une opinion publique internationale en mal de bonne conscience.

Une intervention dans un pays en guerre où l'on désire ramener la paix devrait s'inspirer des savoir-faire et des contraintes liés à la Pacification :

- tout procède du politique qui seul peut prendre les arbitrages initiaux, assumer ses choix, et assurer la cohérence de l'action de tous les acteurs,
- l'action doit être inscrite dans le temps car la confiance se mesure à l'aune de la durée,
- militaires et civils doivent agir de concert, chacun dans son domaine de responsabilité,
- en aucun cas, ne penser que l'on puisse circonscrire cette action à un territoire limité ni croire qu'il soit possible de revenir en arrière,
- enfin elle doit être préparée, exécutée par des cadres formés agissant au sein de structures établies et refuser toute improvisation de circonstance.

Si la France avait un jour un LKV sur son territoire, que pourrait-elle faire avec les moyens dont elle dispose ? Il faut espérer que l'action entreprise en réaction à cette situation inacceptable ressemblerait plus à de la Pacification du style ATLANTE, qu'à de l'interposition telle que l'ONU l'exporte aujourd'hui. Où en est donc la DOT ? Que reste-t-il de nos régiments de réserve que l'on pourrait assimiler aux TDKQ ?

Le gouvernement français a fait le choix de disposer d'une armée professionnelle, mais aux effectifs plus ramassés. Si l'on en croit la logique des chiffres, un volume proche de 300 000 hommes correspondant approximativement à l'effectif cumulé de l'Armée de Terre après mobilisation et de Gendarmerie permettrait de détruire un volume d'ennemis selon un schéma de guérilla voisin de 15 000 hommes. Sans vouloir s'attacher à une guerre des chiffres, il faut cependant constater combien une impasse faite sur la mobilisation et la réserve serait dramatique.

Mais la véritable efficacité de l'action résiderait dans la synergie des forces que saurait développer le gouvernement. Il est inimaginable de penser que l'armée assurerait seule la sûreté du territoire, et que seule elle aurait à en assumer le coût de l'échec. De même il serait illusoire de croire que l'on puisse du jour au lendemain décider de monter une opération de pacification. L'échec relatif d'ATLANTE montre que le talon d'Achille vient de la réserve dont dispose l'administration civile en cadres formés. Ce taux de formation de cadres administratifs civils est la clé du succès.

La Guerre d'Algérie vit l'armée française prendre à bras le corps bien des missions qui n'étaient pas les siennes. A l'heure du jugement, elle fut la seule à devoir en supporter l'échec.

Aujourd'hui, il serait dangereux de laisser espérer que, sous prétexte de modernité et de projection, l'armée constitue un joker capable de tout faire. Elle sait assumer son rôle avec efficacité et panache, mais lui donner des tâches qui ne sont pas les siennes, c'est bâtir l'édifice de reconquête de l'autorité de l'Etat sur du sable.

X

X X

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux sur la guerre d'Indochine :

Bernard FALL GUERRES d'INDOCHINE France 1946/54, Amérique 1957

édition J'AI LU

André TEULIERES La guerre du Viêt-nam 1945 -1975
l'histoire du moment édition LAVAUZELLE

Général Yves GRAS Histoire de la guerre d'Indochine
édition PLON

Général NAVARRE Le temps des Vérités
édition PLON

Jacques VALETTE La guerre d'Indochine 1945-1954
édition Armand Colin

Pierre FRANCHINI Les guerres d'Indochine
édition Pygmalion

Claude PAILLAT Dossier secret d'Indochine
édition Les Presses de la Cité

Général CATROUX Deux Actes du drame indochinois
librairie PLON

Philippe DEVILLERS La fin d'une guerre Indochine 1954
Collections Esprit Frontière Ouverte ;

Général VO NGYUEN GIAP Guerre du Peuple ; Armée du Peuple
Editions en Langues Etrangères - HANOI 1961

Promotion Extrême-Orient

Paroles d'Officiers

Edition Promotion Extrême-Orient 1991.

-

Ouvrages spécialisés

Jean-Pierre Bernier

GM100 Combats d'Indochine après Diên Biên Phu

Edition Presse de la Cité 1977

Jean-Pierre PISSERDY Paras d'Indochine

Edition SPL

Colonel LACHEROY
La campagne
d'Indochine ou une
leçon de Guerre
Révolutionnaire
Bibliothèque de
l'Ecole Militaire

CE SANCHIS La Contre Guérilla

Bibliothèque de l'Ecole Militaire

LCL BOUSSARIE

Cadre Général et Aspects Récents de la Guerre d'Indochine

Section de documentation militaire de l'Union Française édition 1954 (Bibliothèque de l'Ecole Militaire)

ARCHIVES

Service Historique de l'Armée de Terre . Fort de VINCENNES

INVENTAIRE des ARCHIVES de l'INDOCHINE sous-série 10 H

Carton 10 H 180 Cabinet du commandant en chef.

Notes, télégrammes, lettres reçues ou expédiées par le cabinet du commandant en chef (1954)

- dossier 1 : Evolution de la situation en Indochine, conduite des opérations
- dossier 3 : Opération ATLANTE (janvier-février 1954), rapports de pacification

Carton 10 H 1284 : ATLANTE

- correspondance du cabinet du Groupement Opérationnel des Plateaux du Centre (février-mai 1954) (GOPC)
- correspondance du 1° Bureau du Groupement Opérationnel du Sud-Annam (janvier-mars 1954) (GOSA)
- du 1° Bureau du commandement ATLANTE concernant l'organisation, les effectifs et les pertes (1953-1954)

Carton 10 H 1285 : idem

- télégrammes officiels et bulletins de renseignement décadaires du 2° Bureau du GOPC (janvier-juillet 1954)
- renseignements du 2° bureau du commandement opérationnel ATLANTE (décembre 1953 -avril 1954)

Carton 10 H 1288 : idem

correspondance du 3° bureau du commandement opérationnel (janvier-août 1954)

Carton 10 H 1296 : idem

- 3° bureau du commandement opérationnel : stationnement des unités, organisation défensive, sécurité des itinéraires

Carton 10 H 1298 à 1302

- directives, instructions particulières, ordres d'opérations, notes et correspondance (1953-1954)

Journaux de Marche et d'Opérations des unités ayant pris part à ATLANTE

série 7U

carton 7U 528 (dossier 2)

- JMO du II/4RTT pou la période du 3 janvier 1954 au 20 août 1954

carton 7U 1026 (dossier 36) 1° Groupement Amphibie

- JMO du 1° trimestre 1954 (pièce 999/1GA/1/SG)
- JMO du 2° trimestre 1954 (pièce 1020/1GA/1/SG)
- JMO du 3° trimestre 1954 (pièce 1965/1GA/1/SG)

carton 7U 457 (7RTA)

- sous dossier 2 JMO du 7/RTA

carton 7U 3184

- JMO du Groupe d'Artillerie Coloniale de Montagne du Levant du 1° janvier au 15 août 1954

carton 7U 2913

- JMO du 1° Bataillon Montagnard
- opérations du GM42 (60 pages)

carton 7U 460

- JMO du III/7RTA

carton 7U 2924

- JMO de la 6° Cie du 6BM

carton 7U 2919

- JMO du 2 Bataillon Montagnard (1° janvier au août 1954)